

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

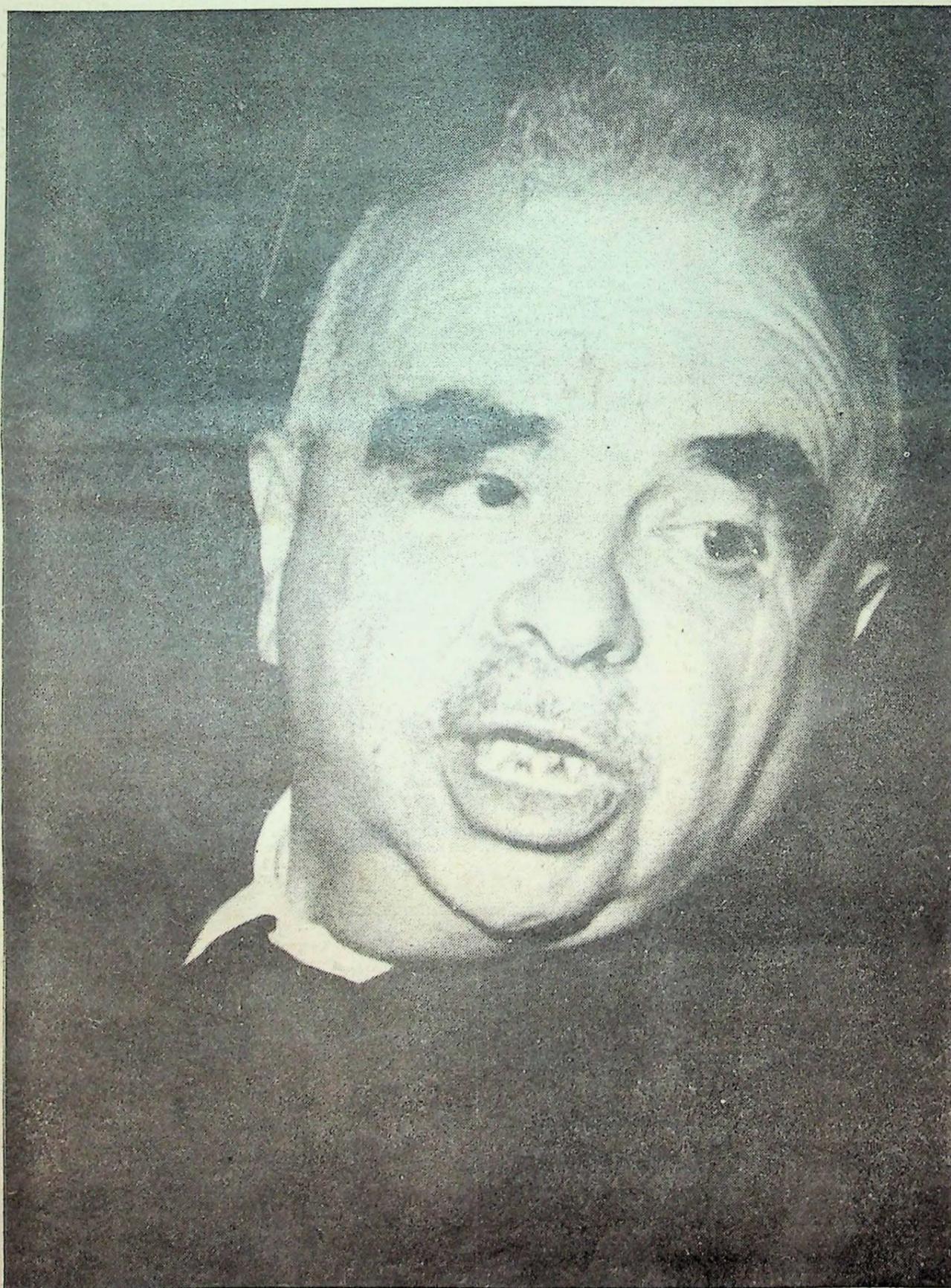
SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 244. — 12 JUIN 1965

LE P.S.U. : NOUVELLE CHANCE DU SOCIALISME



(Photo Kagan)

Edouard DEPREUX, secrétaire national du P.S.U.

- Au congrès S.F.I.O. de Clichy, un certain socialisme est mort.

- Au congrès P.S.U. de Gennevilliers le socialisme s'est affirmé.

■
« ON NE FAIT PAS LE SOCIALISME avec l'appui du M.R.P. qui a voté le V^e Plan et le budget du gouvernement gaulliste;

« ON NE FAIT PAS LE SOCIALISME en écartant délibérément les masses influencées par le communisme;»

Gilles MARTINET.

Pour un candidat de la solution de gauche

TRIBUNE LIBRE SUR LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT

Ce que devrait être la réforme

Nous avons lu avec beaucoup d'intérêt l'excellent article de Robert Verdier, paru dans « T.S. », n° 242, du 29-5-1965, à la rubrique « Enseignement ». Ce que nous désirons, c'est insister davantage encore sur le fait qu'on n'a pas réformé en transformant, en modifiant le baccalauréat, qu'aucune volonté de démocratisation ne s'est manifestée à cette occasion, bien au contraire. Nous voudrions surtout souligner en quoi la réforme de l'enseignement ne se fait pas, c'est-à-dire les points essentiels sur lesquels elle devrait porter en tout premier lieu, par où et comment elle devrait être amorcée, ces points sensibles que l'on escamote en effectuant quelques replâtrages qui se veulent spectaculaires et qui n'ont rien à voir avec l'esprit de justice sociale et de générosité qui devrait présider à toute initiative en ce domaine. Car la véritable réforme démocratique commence, selon nous, à la base et il faut vouloir y mettre le prix ; elle est de caractère socialiste.

Or qu'a fait ou même seulement prévu le régime actuel — et déjà vieux — pour les écoles maternelles et les classes enfantines, sinon prétendre qu'on pouvait entasser sans crainte 50 enfants et plus dans une même classe, transformant ainsi en garderie bruyante et désordonnée ce qui voulait et devait être un milieu éducatif, formateur, d'initiation dans la confiance, dans la joie, seulement réalisable avec un effectif réduit à 30 unités au maximum, d'âge psychologique à peu près équivalent ?

Qu'a-t-on fait ou prévu pour les déshérités, les inadaptés, ceux qui piétinent dès l'aube de leur vie scolaire sinon constater que le nombre de classes de perfectionnement ou de centres de rééducation était très insuffisant... et regretté cet état de fait, sans plus. At-on établi clairement, précisément, le recensement des inadaptés, évalué le nombre de classes et de centres indispensables, étudié le financement, éveillé simultanément les vocations, facilité le recrutement des maîtres, des éducateurs pour ces enseignements spéciaux ? Si peu ! le dixième des besoins réels si l'on considère que 10 à 12 enfants par maître serait un effectif à ne pas dépasser.

Qu'a-t-on fait pour les classes élémentaires normales sinon recommander et quelquefois imposer des regroupements d'écoles dispersées sans tenir compte des dangers physiques et psychologiques, moraux aussi, qu'entraînent les transports scolaires, sans se soucier de l'impossibilité matérielle, géographique de telles réalisations, sans songer (ou peut-être en le souhaitant) que la fermeture de l'école en milieu rural précipite la mort du village et sans penser surtout qu'un enseignement dispensé à 40 ou 50 enfants regroupés dans une même classe — fût-elle homogène en ce qui concerne les âges — perdrait, pour près de la moitié d'entre eux, toute son efficacité.

C'est alors, effectivement, dans de telles conditions défectueuses de formation à la base ainsi créées ou tolérées qu'il devient nécessaire plus que jamais d'ouvrir d'urgence, pour une masse croissante d'élèves sous-instruits et sous-éduqués, ce que le projet de réforme appelle les classes de transition et celles du cycle pratique terminal, projet sur lequel plane le plus grand silence.

Et c'est pourtant là que réside selon nous une charnière essentielle de la réforme. C'est une mesure, en effet, qui procède d'un esprit généreux ; pour une fois, on se préoccuperait sérieusement des « mal aimés » de l'Education nationale (ils sont nombreux : 40 p. 100 environ de la population scolaire), à savoir des enfants qui, pour une raison ou pour une autre, personnelle (forme d'intelligence) ou extérieure (conditions de travail dans les petites classes) n'arrivent pas dotés à l'âge de 12 ans de cette intelligence scolaire, conceptuelle, abstraite (quelquefois simple mimétisme intellectuel) mais sont susceptibles de manifester par contre une autre forme d'intelligence, concrète, pratique, technique trop longtemps sous-estimée et sous-exploitée. Cette mesure envisagerait aussi, en prolongeant obligatoirement donc gratuitement la scolarité jusqu'à 16 ans (de 12 à 14 ans dans le cycle de transition et de 14 à 16 ans dans le cycle pratique terminal) de retarder, jusqu'à l'âge où l'on entre normale-

ment dans une classe de seconde, l'orientation, la détermination et, dans l'esprit du pédagogue, de l'Éducateur, c'est un fait essentiel que de pouvoir le plus longtemps possible pratiquer une observation minutieuse, conseiller, essayer, offrir des options diverses, rattraper, repêcher pour, finalement, en toute connaissance de cause et avec le plus de chances de succès possible pour l'élève, l'orienter vers la destination la mieux adaptée à ses aptitudes et à ses goûts, l'engager dans une voie où il paiera efficacement, activement et joyeusement sa « dette sociale ».

Resterait encore, à ce niveau, à organiser pour tous les élèves jusqu'à 16 ans ce cycle complet d'observation, ce tronc commun actuellement étrié et déguisé, où chaque enfant et adolescent trouverait son compte, sa nourriture intellectuelle propre, les moyens éducatifs de se former, de s'épanouir.

Sans doute, le prêt que devrait consentir l'État — prêt à long terme mais combien rentable lorsqu'il s'agit d'éducation — est-il considéré par nos Finances comme trop important puisqu'il ne semble pas que 1967, date à

L'avenir de l'enseignement

Les nouvelles dispositions relatives à l'enseignement secondaire ont déjà soulevé beaucoup de commentaires. On a parlé de réforme, voire de révolution. Un débat a eu lieu à l'Assemblée nationale, sans vote il est vrai, pour donner plus d'éclat au plan Fouchet. Et, cependant, il ne s'agit en fait que de modifications que j'appellerai de surface, bien qu'elles aient des conséquences extrêmement néfastes.

Le véritable débat d'orientation de la politique gouvernementale en matière d'enseignement n'a pas été organisé. Ce qui compte, en effet, c'est le cadre dans lequel une réforme va être appliquée.

Or ce cadre a été défini par circulaire du 26-1-65. C'est cette circulaire qui fixe la carte scolaire, c'est-à-dire l'implantation des établissements et leurs normes pédagogiques. Ces textes ont pour effet de concentrer les établissements et, par là même, de maintenir et même d'accroître les effectifs pléthoriques ; les effectifs actuellement maxima (40 élèves dans le premier cycle, 45 dans le second cycle, 50 en classes terminales) deviendront en effet normaux. Rien n'a été dit des maîtres appelés à enseigner dans ces établissements, ni sur leur formation ni sur l'accroissement de leur recrutement ou de leur qualification.

Toutes ces dispositions ont été prises sans qu'on fasse de débat à l'Assemblée ! Elles étaient trop importantes !

Il semble donc que dans le V^e Plan rien ne soit mis en œuvre pour pallier les graves insuffisances qui existent actuellement. Est-ce de propos délibéré ? Est-ce une orientation politique ?

laquelle devrait commencer la mise en application de ces mesures, ait été sérieusement retenue ! N'aurait-on pas supprimé suffisamment d'emplois d'instituteurs publics pour financer la réalisation du projet ? L'enseignement privé a-t-il trop d'exigences ? A-t-on définitivement opté pour les dépenses dites de prestige ? Personne ne fournit d'explications à ce sujet ! On n'évoque même plus...

Non, ce n'est pas en modifiant le baccalauréat — surtout lorsqu'on vise une sélection encore prématurée — qu'on accomplit une réforme dans le sens démocratique. On ne réussit ainsi qu'à mobiliser certains esprits sur des points de détail, sur ce qui n'est que l'accessoire ; c'est un leurre. Car l'édifice doit être repris dans ses fondations et cette opération courageuse, hardie, délicate doit être confiée à des hommes non seulement compétents mais lucides et généreux qui seront décidés, dès le départ, à y mettre le prix. Pour nous, c'est dans de telles œuvres menées correctement et honnêtement à leur terme que se situent le vrai prestige et la grandeur, le rayonnement d'un pays. Rien n'est trop beau pour l'enfant ; donc, rien n'est trop cher pour les jeunes générations.

La Section P.S.U.
de Sainte-Affrique.

Le V^e Plan s'inscrit dans une plus longue perspective ou « prospective » qui, évidemment, le conditionne. Or il existe un document qui dégage les grandes options du gouvernement actuel pour l'avenir. Ce document, intitulé « Réflexions pour 1985 », édité par la « Documentation Française », organisme dépendant de la présidence du Conseil, résume les travaux du « Groupe 1985 », créé par le Premier ministre et présidé par M. Guillaumat. La séance relative à l'enseignement était présidée par M. Weil. C'est par conséquent un document très sérieux et aux analyses et conclusions duquel il faut croire. On y trouve :

« Le monopole des professeurs d'active sera aboli, comme il commence à l'être aujourd'hui... »

« Les problèmes très généraux touchant la formation des individus seront traités par une représentation convenable des forces du pays : politique, économique, industrielle, les enseignants, bien entendu, jouant le rôle d'experts. Ces derniers continueront d'ailleurs leur enseignement proprement dit, mais une part importante d'entre eux (en qualité, sans doute, plus qu'en quantité) aura la charge d'établir le convenable équilibre des différents modes d'enseignement... »

« Quand aux hommes chargés d'enseigner, on les trouvera à deux échelons :

« Les uns, les moins nombreux, joueront le rôle de guides, soit qu'ils professent les cours d'audience générale à la TV, soit qu'ils enseignent et coordonnent l'action des maîtres du 2^e échelon qui, en beaucoup plus grand nombre, seront en contact des des élèves (!). »

WEEK-END DE FORMATION

Le prochain week-end organisé dans la région parisienne aura lieu les samedi et dimanche 26 et 27 juin 1965

Sur le thème suivant :

L'étranger a-t-il quelque chose à nous apprendre en démocratie ?

BULLETIN D'INSCRIPTION

à renvoyer avant le 20 juin aux responsables Formation de la Fédération de Paris ou de la Seine-Banlieue, 81, rue Mademoiselle Paris XV^e.

Nom

Prénom

Adresse

Inscrivez-vous et faites inscrire amis et sympathisants. Les frais (deux repas et une nuit) seront de l'ordre de 20 à 25 F. Une garderie d'enfants sera organisée.

« Le second échelon des maîtres, de loin le plus nombreux, ne seront (sic) pas forcément non plus des professionnels. Peut-être en 1985 aura-t-on appris que les bons élèves de dernière année peuvent enseigner mieux leurs camarades plus jeunes que beaucoup de professeurs ne le font (!), ce qui leur permettrait à eux-mêmes d'ailleurs de parfaire leurs connaissances et de gagner un réel salaire. Peut-être aussi le service de formation sera-t-il apparu comme ayant une importance égale au service militaire, et une fraction notable des jeunes gens les plus aptes à cela sera-t-elle mobilisée pour, pendant deux années par exemple, jouer le rôle nécessaire d'intermédiaire entre l'immense masse des enseignés et l'élite, malheureusement peu nombreuse, des maîtres de l'échelon supérieur. » (Fin de citation).

De tels écrits, sous la plume de personnalités officielles, ne se passent-ils pas de commentaires ou, plutôt, n'est-ce pas cela qu'il faudrait proposer à l'étude des parlementaires si on voulait aborder vraiment le problème de l'Education nationale ? Cela prouve en tout cas que le débat de l'autre jour à l'Assemblée nationale n'était qu'une poudre aux yeux, destinée à masquer une orientation plus profonde et combien plus dangereuse encore. Saurons-nous nous réveiller assez tôt ou bien, comme il en a été souvent de tels écrits, aurons-nous la naïveté de ne pas y croire ?

R. Bourdon,
Secrétaire du S.N.E.S.,
lycée de Deauville.

MEETINGS ET REUNIONS DU P.S.U.

VENDREDI 11 JUIN

18 h. 30 Saint-Florent-sur-Cher

21 h. Bourges
avec Edouard DEPREUX
et Marc HEURGON

Metz avec Harris PUISAIS

SAMEDI 12 JUIN

Cherbourg avec Marc HEURGON
et Michel FONTES

Château-Thierry avec H. PUISAIS

DIMANCHE 13 JUIN

Coutances avec Marc HEURGON
et Michel FONTES

MERCREDI 16 JUIN

Montauban avec Gilles MARTINET
Bar-sur-Seine avec M. HEURGON

JEUDI 17 JUIN

Sens avec Marc HEURGON

Programme santé du P.S.U.

Rectificatif : à la page 4 du programme, au-dessus du schéma représentant la mortalité par tuberculose dans les différents arrondissements de Paris, il faut lire : « Taux pour 100.000 sujets de tous âges », et non pas taux pour 1.000 sujets de tous âges, comme il était indiqué dans le graphique qui nous avait été fourni.

Nous rappelons que Le Programme santé du P.S.U. est en vente à l'administration de Tribune Socialiste, 54, bd Garibaldi, Paris-15^e. Prix : 0,50 F.

Encore 200 F...

« T.S. » du 30 avril dernier a rapporté sur le voyage de 46 jeunes à Paris, organisé par le Centre de Culture Ouvrière de Wingles avec le P.S.U.

A la suite de notre appel, nous avons reçu de plusieurs sections du parti leur contribution financière pour couvrir les dépenses de ce voyage, qui se sont montées à 1.450 F. Cependant, il reste à couvrir une somme d'environ 200 F.

Nous renouvelons notre appel à celles des sections qui seraient prêtes à apporter leur contribution solidaire, pour qu'elles fassent le versement à : Nicolas, C.O.P. 15569-28 Paris, 25, rue Emile-Iola, à Alfortville (Seine).
Merci encore à tous.

DE CLICHY A GENNEVILLIERS

CE week-end de la Pentecôte marquera pour notre Parti une date doublement importante.

● Sur le plan de son histoire intérieure tout d'abord, puisqu'un accord politique a été réalisé entre ses deux tendances, lui permettant d'affronter les prochaines luttes avec cohésion et efficacité.

Cet accord marque la fin d'une période difficile où l'opposition entre les courants internes affaiblissait le Parti et nuisait à son extension.

Puissions-nous, tous, en tirer les leçons et sans rancune ni rappel du passé prendre la détermination de travailler fraternellement à la défense de nos idéaux.

Ce resserrement de notre unité politique dans le cadre démocratique du parti ne peut qu'être un fait positif pour les forces de la gauche française.

● Surtout au moment où une nouvelle évolution de la S.F.I.O. remet en cause les chances d'unité du socialisme.

Nous ne sommes pas étonnés de la décision prise à Clichy — Gilles Martinet l'avait prévue dans le précédent numéro de T.S. Elle était la conséquence inévitable de la radicalisation évidente de la S.F.I.O., de ses contradictions politiques dans les alliances des récentes élections municipales, de ses choix historiques à Suez, en Algérie ou au 13 mai. La constance de cette évolution étant chaque fois signalée par un abandon des principes socialistes. Chaque fois également, bien mis en condition par un appareil politique vieillissant mais efficace, les adhérents S.F.I.O. demeuraient silencieux et obéissants.

Était-ce résignation ou complicité ?

Toujours est-il qu'en vingt ans la S.F.I.O. a vu ses effectifs passer de 350.000 à 73.000. Et encore, dans ce nombre, la proportion des « obligés » est-elle largement plus importante que celle des militants.

Defferre l'a donc, dit-on, emporté sur Mollet. Sa motion initiale étant « gauchie » par un rappel à la laïcité et par une porte entrebâillée sur une très lointaine perspective de dialogue avec le Parti communiste.

Pour nous, Mollet ou Defferre, cela n'a pas beaucoup d'importance. En réalité, les alliances souhaitées par les deux hommes sont les mêmes. Seule la méthode pour y parvenir est différente.

A Clichy, la S.F.I.O. a dit oui à l'irréversible évolution centriste de Defferre, même si le léger gauchissement du texte final marque une tendance à vouloir gêner le M.R.P. Plus le temps passe, plus il devient difficile de faire échouer l'entreprise defferriste. Et la S.F.I.O., en restant très en retrait sur les éléments programmatiques, a commencé en son sein le processus de liquidation des exigences socialistes. C'est en ce sens que le socialisme est sorti vaincu de Clichy. Les rappels symboliques ne peuvent plus arriver à cacher cet abandon.

La Fédération verra-t-elle le jour ?

Certes, le M.R.P. analysant le texte, trouvera étrange cette docilité de la S.F.I.O. Il cherchera s'il y a un piège. Il demandera à Defferre de nouvelles assurances qui ramèneront un texte encore

plus anodin sur les « points chauds » de la laïcité et des rapports avec le P.C.

Mais, même si le M.R.P. camouflait ses réserves en les faisant présenter par le Comité des démocrates, je ne vois pas, au stade où on en est, comment échouerait une nouvelle transaction. Il eût fallu pour cela que la S.F.I.O. demeure socialiste et impose une limite politique franche et nette à toute association contractuelle.

On va donc négocier, sans grand enthousiasme, entre les « grands » cependant que dans la coulisse les « petits » piaffent et se donneront de l'importance. Déjà les états-majors des « clubs », sans consulter leurs adhérents, ont donné leur accord rapide. Ainsi, dans ce climat, la future Fédération nous éclaire sur la solidité et le sérieux de son avenir. Elle prête plus à l'ironie du gaullisme qu'à son inquiétude.

Elle est la conséquence d'une conception politique erronée qui, sous prétexte de simplification politique, voudrait faire croire à un faux dynamisme de la tentative du maire de Marseille. Et nous ne nions pas que même à gauche des hommes seront abusés. Mais ils reviendront vite de leurs erreurs.

Cette Fédération ne pourra en fin de compte qu'esquiver les vrais problèmes.

L'antigaullisme d'anciens gaullistes, l'esprit réformateur d'éléments bourgeois et l'opportunisme de pseudo-socialistes ne suffiront pas à donner une unité à cet assemblage artificiel.

Il faut autre chose que des déceptions, des contradictions et des reniements pour triompher du gaullisme et de son chef.

Tant que les promesses berceront les illusions des « Fédérés », l'alliance durera peut-être mais, à l'heure de l'échec, on verra alors se reclasser tous ces faux alliés : ils retrouveront leurs camps naturels.

Les leaders M.R.P. regretteront leur électorat et Pflimlin accueillera les brebis égarées.

Les réformateurs « éclairés » du néo-capitalisme retourneront à l'autodéfense de leurs intérêts.

Les désabusés constateront à nouveau leur solitude.

Et si cela n'arrive pas en décembre 1965 ce sera pour les législatives, en 1967, ou avant.

D'étranges législatives où chacun espère dès maintenant pouvoir sceller de bonnes et saintes alliances... à moins que la répartition des sièges n'entraîne de sombres drames où à tour de rôle S.F.I.O., M.R.P., radicaux, indépendants, démocrates joueront les traîtres du répertoire... Au mépris bien entendu des électeurs qui chercheront peut-être à comprendre la recette de cette mauvaise cuisine.

Comment, par exemple, en mettant dans le même sac : Bertrand Motte, Lecanuet, Félix Gaillard, André Morice, Rastoin, Charles Hernu, Guy Mollet et François Mitterrand, on peut tout à la fois les mettre d'accord pour :

- municipaliser les terrains à bâtir ;
- attribuer les fonds publics aux écoles publiques ;
- planifier démocratiquement l'économie ;
- nationaliser les banques d'affaires, c'est-à-dire sur les points du programme

de la Charte defferriste, dont on remarquera par ailleurs le vague et l'imprécision.

A telle enseigne qu'on peut se demander à quoi en réalité ressemblera cette fédération :

- à un néo-gaullisme sans envergure ;
- à un cartel des *non* nouvelle mou-
ture ;
- ou à un bureau de placement.

De toute manière nous prenons dès maintenant rendez-vous pour dresser le constat de l'échec de cette opération centriste cautionnée par la S.F.I.O.

Mais finalement nous nous demandons si cette expérience n'est pas nécessaire.

Elle va permettre de rassembler tous ceux qui entendent rester fidèles aux conceptions socialistes. Elle va ouvrir les yeux à bien des travailleurs jusqu'ici trop crédules. Elle va reclasser les vrais socialistes.

C'est pour toutes ces raisons que le P.S.U. entend continuer son action politique toujours dans le même sens.

Ce n'est pas une raison parce que la S.F.I.O. décide, pour soutenir l'opération defferriste, de se désolidariser du combat de la gauche, que ce combat ne continue pas.

Le P.S.U. garde l'espoir que les forces de gauche sauront se regrouper.

Pour faciliter cette union, le P.S.U. leur proposera très bientôt un programme basé sur les options de sa précédente plateforme présidentielle.

Ce programme sera conçu pour être une véritable alternative socialiste au gaullisme.

Il opposera au régime non pas l'aménagement des institutions créées par lui, mais la construction d'une démocratie nouvelle.

Il opposera au néo-capitalisme non pas des recettes technocratiques mais la réalisation de grandes réformes de structure ouvrant la voie à une économie socialiste.

Il opposera au Plan Fouchet une véritable réforme de l'Enseignement conçue avec les syndicats d'enseignants et les associations de parents d'élèves dans le respect de la laïcité.

Il opposera au nationalisme gaulliste non pas le retour au conformisme atlantique mais la lutte pour une Europe indépendante.

Aux équivoques gaullistes, aux insuffisances du « nouvel horizon » defferriste, le P.S.U. opposera une solution de gauche claire, précise et réalisable.

Ce contrat qui respectera les options fondamentales socialistes, telles que les militants du Parti les ont acceptées hier à leur IV^e Congrès national, sera appelé à être le support politique indispensable à la candidature d'un homme de gauche.

Il devra en faciliter la désignation par toute la gauche.

C'est de cette manière-là que le P.S.U. entend se distinguer de la Fédération démocrate et centriste de Defferre et de la S.F.I.O.

C'est ainsi que se justifiera le propos de Pierre Bèregovoy : « Le Congrès du P.S.U. à Gennevilliers, c'est celui de la nouvelle chance du socialisme. »

Harris Puisais.

Les travaux du IV^e Congrès du P.S.U.

Ce IV^e Congrès national marquera une étape très importante dans la vie de notre parti.

Tous les observateurs politiques (à l'exception, bien entendu, des habitués commentateurs de la presse réactionnaire) sont unanimes à reconnaître le bilan positif des travaux des congressistes.

Le travail effectué dans chaque section et dans chaque fédération, depuis le Congrès de la Grange-aux-Belles de 1963, a porté ses fruits.

Le P.S.U. s'affirme de plus en plus comme un parti sérieux et réaliste. Jeune aussi puisque la moyenne d'âge des élus du Comité politique national est de 37 ans. Ses propositions politiques recueillent un large écho et l'opinion constate objectivement que les séquelles du passé sont maintenant disparues.

A Gennevilliers, le P.S.U. a manifesté son souci d'unité, sur des bases politiques très claires. Le

rapport moral sur l'activité du parti depuis deux ans a été accepté par 429 mandats, contre 40, 74 abstentions et 5 refus de vote. Les textes politiques ont tous été acceptés à la presque totale unanimité.

Ce large accord laisse à chacun la possibilité de discussion et d'appréciation à l'intérieur du parti, comme il se doit dans un parti démocratique.

Cette image d'un parti socialiste ouvert, manifestant sa volonté de rechercher, à tout moment, les meilleures conditions pour l'unité de toutes les forces socialistes et ne cédant sur aucun des objectifs fondamentaux du socialisme, il était nécessaire que le P.S.U. l'offre aux yeux de la gauche française.

Pour tous les hommes de gauche qui condamnent l'opération de Clichy, le Congrès de Gennevilliers reste l'espoir du socialisme.

RAPPORT D'ORIENTATION

Extraits de l'intervention de Pierre BEREGOVY.

« Bien que le gaullisme n'ait pas de racines profondes, le système subsiste parce que l'on ne voit pas quoi mettre à la place et parce que la gauche demeure divisée.

« Or, s'il existe des réflexes unitaires à la base, ce courant n'a pas encore traversé les forces politiques de gauche ni même les centrales syndicales (...).

« Le P.S.U. cherche une solution à cette division, en dépassant les slogans et en abordant les problèmes de fond. C'est le seul moyen de montrer qu'une politique socialiste est nécessaire, c'est aussi le meilleur moyen de réaliser l'unité d'une manière durable autour de propositions constructives (...).

« C'est dans cet esprit qu'a été élaboré le « contre Plan » : il ne s'agit pas de se figer sur des a priori doctrinaux, mais d'apporter une réponse actuelle aux luttes sociales en montrant la nécessité de transformer les structures économiques et d'opérer un changement de politique (...).

« Pour nous, les élections présidentielles seront un épisode important de la lutte contre le gaullisme ; elles n'en seront pas un épisode décisif. Elles devront permettre à la gauche d'aborder l'après-gaullisme, quelles que soient les conditions dans lesquelles se déroulera celui-ci. (...).

« Au lendemain du départ de de Gaulle, il y aura une période où les Français seront disponibles. Les forces de gauche devront saisir l'occasion pour amener des transformations profondes dans les structures. Même dans l'hypothèse d'une défaite, cela ne sera pas un travail inutile et préparera l'avenir. Une défaite dans la confusion, dans la division, entraînerait une démobilitation durable de la gauche. (...).

« La solution de gauche est d'abord centrée autour d'un programme solide et cohérent.

« Nous considérons que c'est en définissant des objectifs et des moyens à mettre en œuvre pour les atteindre que l'on peut surmonter durablement les divisions actuelles des forces populaires. C'est aussi le moyen d'en-

traîner tous ceux qui s'interrogent aujourd'hui sur les choix politiques qu'ils auront à faire dans quelques mois.

« Une combinaison tactique — sans contenu — quelle que soit la forme qu'elle revêtirait, ne leur apporterait ni espoir, ni occasion de s'engager.

« Il faut donc d'abord discuter programme, ce qui délimitera sérieusement les limites des alliances politiques à réaliser (...).

Pierre Berégovoy rappelle alors les grandes lignes du programme proposé par le P.S.U. à Lyon : institution d'une démocratie nouvelle, contre-plan économique, politique d'indépendance européenne, réforme démocratique de l'enseignement.

« Définir un programme, c'est emprunter la voie de la clarté. Quand nous le disons, nous ne parlons pas dans le vide. Les attaques purement verbales de Defferre contre le gaullisme n'ont suscité aucun élan dans l'opinion.

« De même, l'absence de programme qui a caractérisé sa tentative, sa volonté souvent exprimée de refuser de discuter « programme », ont montré qu'il s'intégrait au système. Aujourd'hui, l'alliance qu'il propose au M.R.P. et au Centre des Démocrates ressuscite le « cartel des non » et les combinaisons électorales de la IV^e République.

« Cela provoque aujourd'hui une tension très grave à l'intérieur de la S.F.I.O. et quelle que soit l'issue de ce congrès, il est clair aujourd'hui que Gaston Defferre n'a plus l'autorité morale pour être le candidat de toute la gauche, ce qu'il prétendait être au moins dans les premiers mois.

« La méthode que nous préconisons a l'avantage de renvoyer au second plan le problème de l'homme. Nous avons considéré à cet égard que l'attitude du parti communiste avait été positive. Le P.C. a subordonné son concours à un accord sur un programme sans mettre en avant des préoccupations partisans. Sans doute, avait-il conscience qu'un candidat communiste ne pouvait pas actuellement rassembler le maximum de suffrages contre de Gaulle.

« Mais, ayant donné la priorité à un dialogue avec la S.F.I.O., le parti communiste est aujourd'hui placé dans une situation délicate qui l'incite, en cas de maintien de Defferre, à se replier sur lui-même et à présenter son propre candidat.

« Lors de l'entrevue que nous avons eue avec une délégation du P.C. comprenant Gaston Plissonnier, Georges Marchais et Waldeck Rochet, on nous a confirmé que Defferre n'obtiendrait pas de soutien communiste quoi qu'il advienne. Il nous a été facile de dire à nos interlocuteurs que nous étions d'accord. Nous avons précisé que Defferre devenant candidat centriste, le problème d'une candidature unique des forces de gauche demeurerait posé, des forces de gauche qui ne se limitent pas au seul P.C. et au seul P.S.U. Le déroulement du congrès S.F.I.O. nous montre que nombreux sont les socialistes de ce parti qui n'acceptent pas l'orientation de la candidature Defferre. Le mouvement d'opposition,



Pierre Berégovoy, du B.N. (S.-et-O.)

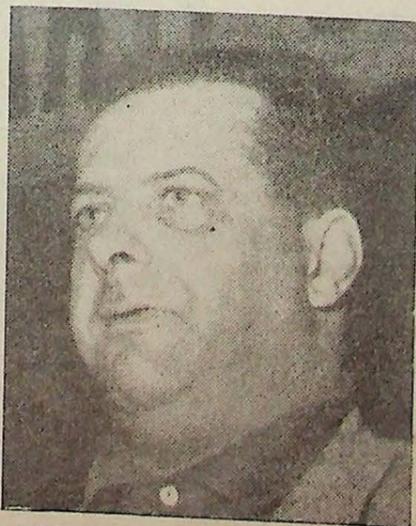
constaté à ces assises, est appelé naturellement à s'étendre dans les masses influencées par la S.F.I.O., dans les organisations syndicales, y compris celles où Defferre a eu le plus d'encouragements au départ, dans les clubs dont la base est loin d'être acquise au centrisme.

« Il existe donc encore une possibilité de réaliser un large accord autour d'un candidat dont l'audience ne se limiterait pas à un seul parti. Nous devons donc tout faire pour donner consistance à ce courant d'opinion.

« Quelle que soit l'issue du congrès de la S.F.I.O., un vaste courant doit se créer autour de la solution de gauche, opposée au centrisme et au gaullisme, revendiquant la succession du régime, non pour le continuer sous une autre forme, mais pour le transformer fondamentalement.

« Il va de soi que nous n'avons pas à prendre une décision prématurée. Nous avons intérêt, à moins que Defferre renonce à sa candidature, à renvoyer à un conseil national toute décision définitive du Parti. (...).

Pierre Berégovoy avait, par ailleurs, souligné que le P.S.U. multiplierait les initiatives pour développer le courant de renouveau socialiste en recherchant le dialogue avec tous ceux qui repoussent la conception centriste de la Fédération Démocrate Socialiste et son caractère purement électoral.



Marc Heurgon, du B.N. (Paris)

L'ORGANISATION DU PARTI

Comité politique national

Arthuys Jean (Seine-banlieue), Barriéu André (Gers), Barthélémy André (Rhône), Bars Jean (Côtes-du-Nord), Bassan Pierre (Seine-et-Oise), Belleville Pierre (Moselle), Berégovoy Michel (Seine-Maritime), Berégovoy Pierre (Seine-et-Oise), Bosc Paul (Seine-et-Oise), Boucher Michel (Charente-Maritime), Bourdet Claude (Paris), Brisset Alain (Loire-Atlantique), Cavaroze Fernand (Meurthe-et-Moselle), Chassot Achille (Pas-de-Calais), Combes Maurice (Loiret), Compère Jacques (Gard), Constant Gérard (Aisne).

Dartigues Richard (Seine-et-Oise), Denecker Gérard (Corrèze), Depreux Edouard (Seine-banlieue), Desson Guy (Ardennes), Dubois Claude (Paris), Faivre Jean-Marie (Nord), Fay Victor (Paris), Fleury Clément (Aisne), Fontes Michel (Calvados), Foulleron Louis (Haut-Rhin).

Garnier André (Loire), Girod Pierre (Haut-Rhin), Gontcharoff Georges (Seine-banlieue), Guerche Christian (Paris), Heurgon Marc (Paris), Hollard Michel (Isère), Kergoat Jacques (Paris), Kessler Jean-François (Nièvre), Janodet Henri (Seine-banlieue), Le Coadic Pierre (Ille-et-Vilaine), Le Dilosquer Alain (Finistère), Leforestier Marcel (Bouches-du-Rhône), Longeot Henri (Seine-banlieue), Lucas Michel (Sarthe).

Mallet Serge (Paris), Manin Jean (Isère), Marchi Pierre (Paris), Martinet Gilles (Paris), Milpied Maurice (Loire-Atlantique), Montariol Alexandre (Haute-Garonne), Mora Christiane (Gironde), Naville Pierre (Paris), Néry Claude (Seine-et-Oise), Noule Roger (Paris), Oriol Michel (Alpes-Maritimes).

Parent Jeanine (Paris), Penin Marcel (Gard), Pennetier Marcel (Seine-banlieue), Petit Jean (Seine-banlieue), Poperen Jean (Paris), Puisais Harris (Ariège), Rousset Xavier (Doubs), Roynette Jacques (Seine-et-Marne), Schulbaum René (Haute-Marne), Secher Roger (Maine-et-Loire), Servet Georges (Puy-de-Dôme), Servet Georges (Paris), Stibbe Pierre (Seine-banlieue), Tanguy-Prigent (Finistère), Tavernier Yves (Seine-et-Oise), Verlhac Jean (Isère), Vincent Jean-Marie (Seine-banlieue), Weitz Lucien (Seine-et-Oise).

Suppléants au Comité politique national

Beaupère Jean, Besson Louis, Carles Gérard, Dezil Gérard, Durrez, Le Loch Raymond, Marchand Marcel, Marcus Ludovic, Mattei, Maurice René, Parisot Paul, Picant Charles, Roger Jean, Roux Pierre, Venin Bruno.

Bureau national

15 MEMBRES

Jean Arthuys, Claude Bourdet, Pierre Berégovoy, Richard Dartigues, Edouard Depreux, Guy Desson, Marc Heurgon, Henri Longeot, Michel Lucas, Serge Mallet, Gilles Martinet, Jean Poperen, Harris Puisais, Georges Servet, Georges Servet.

Secrétariat

Secrétaire national : Edouard Depreux.

Secrétaire national adjoint : Gilles Martinet.

Secrétaires :

Jean Arthuys, trésorier national, Pierre Berégovoy, Marc Heurgon, Harris Puisais, Georges Servet.



Jean Verlhac, du C.P.N. (Isère)

MOTIONS POLITIQUES VOTÉES PAR LE CONGRÈS

Les élections présidentielles.

Toutes les batailles politiques qui se développent dans le pays sont déjà placées sous le signe de l'après-gaullisme. Cela apparaissait déjà lors des élections municipales. Cela se confirme au moment où s'ouvre la campagne présidentielle.

Trois solutions s'opposent : l'une veut assurer la pérennité du gaullisme et la survie des équipes en place ; la seconde, sous des apparences réformatrices, tend à reconstituer les coalitions qui ont fait faillite sous la IV^e République ; la troisième ouvre la voie à une transformation des structures de la société dans la direction du socialisme.

La candidature de Gaston Defferre et le projet de « Fédération » dans lequel elle s'inscrit maintenant tendent à masquer un choix centriste. D'un côté, Defferre fait référence à certains objectifs de la solution de gauche, mais de l'autre, il vise à liquider le mouvement socialiste en tant que force autonome et à créer avec l'aide de certains éléments réactionnaires une sorte de Parti démocrate à l'américaine.

Le P.S.U. condamne cette orientation parce qu'elle implique l'intégration d'une partie du mouvement ouvrier au néo-capitalisme ; parce qu'elle s'appuie partiellement sur des forces politiques et sociales qui n'ont pas de véritables frontières avec le gaullisme ; parce qu'elle consacre la division de la gauche et que sa réussite fermerait pour longtemps toutes possibilités de réunification du mouvement ouvrier.

Il ne suffit pas cependant de dénoncer ce phénomène qui correspond à une certaine évolution dans les sociétés capitalistes occidentales. Il faut lui opposer une perspective qui réponde au désir de renouveau et d'unité d'une partie des masses populaires.

Ce n'est pas ce que font les partisans de Guy Mollet en réaffirmant de grands principes révolutionnaires contredits par une pratique quotidienne d'alliance avec la droite.

On n'arrivera pas non plus à enrayer cette entreprise de liquidation en répétant comme le Parti communiste des slogans unitaires et en refusant simultanément d'aborder les véritables obstacles actuels à l'unité.

C'est en posant franchement le problème de l'alternative socialiste et de son programme que l'on a le plus de chance de gagner de nouvelles forces à la gauche et de lui fournir une réelle possibilité d'unité.

Tels sont les principes qui déterminent la position du P.S.U. pour les élections présidentielles.

Pour le P.S.U., le problème est moins de savoir quel homme opposer à de Gaulle que de clarifier les objectifs à opposer au gaullisme. Il réaffirme donc son opposition fondamentale au régime du pouvoir personnel et à la conception gaulliste de l'élection du Président de la République.

Dans cette perspective, l'importance du programme est décisive. Mais il ne doit pas s'agir d'un vague catalogue de revendications fragmentaires. Il faut ouvrir la voie à la démocratie socialiste, seul terme valable de l'alternative politique face au gaullisme. Ce programme devrait être fondé sur les points suivants :

— Création d'une démocratie authentique permettant la participation active des citoyens à tous les échelons de la vie publique, politique et économique, nationale, régionale et locale : contrôle effectif du gouvernement par l'Assemblée nationale et recours au suffrage universel en

cas de désaccord grave, représentation démocratique des travailleurs dans une assemblée économique dotée de pouvoirs réels. Développement des libertés communales.

— Elaboration démocratique du Plan par l'intervention du Parlement et de l'Assemblée économique sur les choix fondamentaux.

— Exécution du Plan dans la politique quotidienne grâce à l'extension systématique des moyens d'intervention de l'Etat. Nationalisation des pôles de domination économique et des secteurs-clés de l'économie. Politique du crédit soumise aux normes du Plan.

— Renforcement du pouvoir syndical dans l'entreprise, la région et au niveau national.

— Développement régional animé par le secteur public.

— Réforme et nationalisation de l'enseignement conformément au programme du C.N.A.L.

— Politique internationale de non-alignement et de neutralisme actif, condition d'une indépendance nationale et européenne, tant sur le plan économique que politique. Coopération avec le tiers monde sans contrepartie politique ou militaire.

— Abandon de la force de frappe, désarmement international, reconversion à des fins pacifiques de l'industrie nucléaire.

Mais il faut aussi mettre en œuvre les moyens permettant d'atteindre ces objectifs. C'est pourquoi, le P.S.U. a toujours considéré que toutes les forces de gauche, sans exclusive, devaient rechercher un accord sur ce programme et réaliser leur unité autour d'un candidat unique.

Le fait que Gaston Defferre ait délibérément choisi de fonder sa candidature sur une alliance avec le M.R.P. et sur la fidélité à l'atlantisme provoque une division des forces de gauche, division qui risque d'être accentuée par l'intention qu'a formulée à plusieurs reprises le Parti communiste de présenter son propre candidat.

Pour sa part, le P.S.U. ne se résigne pas à cette division de la gauche dans la bataille importante que constitue l'élection présidentielle.

Les débats du congrès S.F.I.O. montrent malgré le compromis intervenu que le caractère centriste de la candidature Defferre rencontre des oppositions au sein même de son parti. Le mouvement d'opposition est plus profond encore dans l'électorat S.F.I.O. Il se développe également parmi certains milieux syndicalistes et certains clubs qui avaient pourtant accordé un préjugé favorable à Defferre en 1964.

Dans ces conditions, le P.S.U. considère qu'une solution de gauche peut encore être opposée dans l'unité à la tentative centriste comme à la candidature gaulliste. Cette solution doit reposer sur un programme commun et mettre en avant la candidature d'un homme dont l'audience ne se limiterait pas à un seul parti.

Le P.S.U. prendra tous contacts à l'échelon national en vue d'aboutir à un large accord sur ces bases. A l'échelon local, il prendra toutes initiatives susceptibles de développer un courant d'opinion en faveur d'une telle solution.

Au mois de septembre, un Conseil national du Parti appréciera les résultats obtenus et fixera en conséquence définitivement la position du P.S.U. dans la bataille des élections présidentielles.

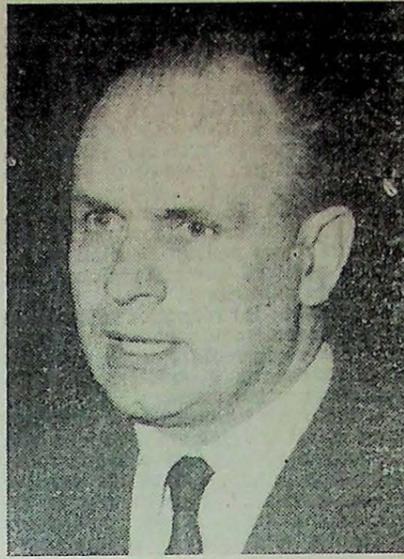
(Texte voté à l'unanimité moins 2 abstentions.)

Extraits de l'intervention de Gilles Martinet

P. Berégovoy a montré très clairement au début de ce congrès que l'opération de la « Fédération » se situait dans une perspective centriste. La question se pose maintenant de savoir si le congrès de la S.F.I.O. a modifié cette donnée. Nous répondons très clairement sur ce point : d'abord, nous ne sommes pas convaincus que la confirmation de ce point n'a fait que confirmer. Car s'il est vrai que l'on a jeté sur le papier un certain nombre de formules qui s'inscrivent dans le cadre d'une solu-

tion de gauche, il est également vrai que l'on vient d'amorcer dans la réalité un processus qui conduit à la liquidation du parti socialiste en tant que force autonome au profit d'une sorte de parti démocrate à l'américaine.

La question du programme est essentielle. Mais il ne suffit pas pour la gauche de présenter un programme. Il faut encore qu'il soit cru, autrement dit que les travailleurs y



G. Martinet, secrét. nat. adj. (Paris)

voient autre chose que des formules de propagande. C'est qu'il y a eu un certain nombre d'expériences qui se réclamaient de la gauche et qui ont tourné court. C'est qu'il y a en ce moment même les difficultés, les impasses de l'expérience Wilson en Angleterre et de la coalition socialiste-démocrate chrétienne en Italie. Pour faire admettre au pays que nous agissions différemment si nous venions au pouvoir, il ne suffit pas de lui faire des promesses, il faut aussi présenter ce que j'appellerais des critères de crédibilité. J'en vois essentiellement quatre :

1°) il faut donner un contenu précis aux différents éléments du programme, ne pas se contenter par exemple de parler de planification démocratique mais indiquer clairement ce que cela veut dire ;

2°) Il faut agir dès maintenant en direction des objectifs tracés. La vieille distinction entre le programme maximum rempli d'affirmations révolutionnaires et le programme minimum fondé sur le pire opportunisme doit être abandonnée. Cela signifie, pour reprendre l'exemple de la planification démocratique, que l'on formule des contre-propositions précises et que l'on engage la lutte en vue de leur réalisation ;

3°) Il faut aussi montrer une volonté claire d'affronter l'hégémonie américaine. C'est en grande partie parce qu'ils n'ont pu ni voulu aborder ce problème que des hommes comme Wilson et Nenni se sont trouvés entraînés dans des engrenages qui les condamneraient à l'impuissance ;

Les luttes économiques et sociales et la politique des contre-plans

(Rapport présenté par Georges Servet)

Le parti se fixe un double but :

A) Développer son intervention dans les luttes économiques et sociales à tous les niveaux, aussi bien dans l'entreprise que sur le plan régional et national.

B) En assurer le prolongement indispensable sur le plan politique dans une perspective commune aux organisations syndicales et aux partis de gauche.

Pour y parvenir, le P.S.U. n'entend pas se substituer aux syndicats ni se cantonner dans un travail d'état-major politique ou de courtier inter-syndical.

L'intervention du parti doit s'ancre dans la réalité des luttes sociales et se caractériser par des propositions d'action et de programme qui ne s'opposent pas, mais sont solidaires.

La conception du Front socialiste implique l'établissement progressif de rapports nouveaux entre les partis ouvriers et les centrales syndicales. Elle exclut la subordination, mais non l'émulation. Pour le P.S.U., elle commande l'amélioration de ses rapports avec les syndicats. C'est ce qui a été recherché depuis 1961. Même lorsque la concordance de vue n'est pas totale, le débat reste ouvert et la convergence est obtenue dans l'action.

Cela ne doit pas empêcher le parti de prendre position :

1°) En appuyant les luttes revendicatives et en soulignant la signification et les conséquences politiques de ces luttes à l'égard du capitalisme

4°) Il faut enfin rassembler les forces susceptibles d'imposer les transformations prévues au programme. On ne fait pas le socialisme avec l'appui des M.R.P. et on ne le fait pas davantage en écartant délibérément les masses influencées par le communisme.

Gaston Defferre évoque sans cesse la nécessité d'une transformation du parti communiste. Nous ne l'avons pas attendu pour indiquer que c'était là, en effet, un élément décisif de la situation politique française. Encore faut-il préciser qu'on ne favorise pas cette transformation en cherchant à isoler les communistes. Il faut au contraire placer ce parti devant des propositions précises et des choix concrets, le P.C.F. enregistre actuellement l'échec de toute une stratégie d'unité. Il devra prendre conscience qu'il existe désormais deux pôles d'attraction dans le mouvement socialiste et que l'un de ces pôles s'appelle le P.S.U.

Il y a aujourd'hui dans la S.F.I.O. il y a dans les syndicats et les clubs des hommes qui ont pu être à un moment donné attirés par l'opération Defferre et qui se rendent compte qu'elle les mène là où ils ne voulaient pas aller. Il faut que nous nous adressions à ces hommes non seulement pour engager un dialogue mais pour agir en commun et le premier point d'application de cette action commune, c'est l'élection présidentielle.

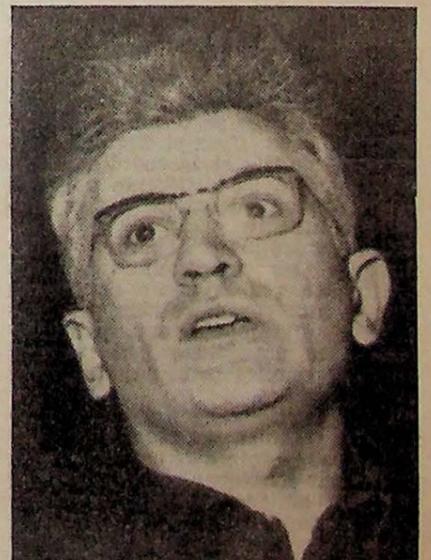
Si notre jugement sur l'après-gaullisme est juste, si notre appréciation du caractère centriste de la candidature Defferre correspond à la réalité, alors une conclusion s'impose. Nous ne pouvons pas voter pour lui. Nous devons faire apparaître aux côtés de cette candidature centriste, la candidature de la solution de gauche, appuyée non pas certes par une unité complète mais par le rassemblement le plus large possible. Certains trouveront peut-être notre résolution encore imprécise. Ce n'est pas que nous n'ayons pas d'idées sur ce que nous entendons proposer et faire. Mais, c'est que nous sommes soucieux d'aboutir à des résultats pratiques et que nous ne voulons pas, par des prises de position prématurées, compromettre des possibilités d'entente.

Nous avons cependant déjà donné deux indications dans nos résolutions :

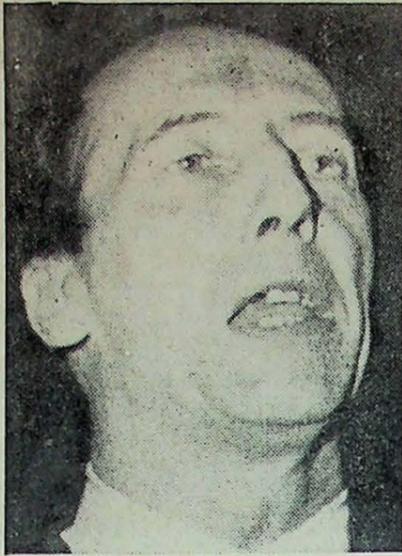
1°) le candidat de la solution de gauche devrait être un homme dont l'audience dépasse celle d'un seul parti ;

2°) sa candidature devrait s'appuyer sur programme précis.

Il faut qu'on sache que si un certain socialisme est mort hier à Clichy, un autre s'est affirmé aujourd'hui dans cette salle et que c'est lui qui vaincra.



Jean Poperen du B.N. (Paris)



Claude Bourdet, du B.N. (Paris)

pective générale aux luttes revendicatives partielles. En agissant sur ce terrain, distinct du champ d'action habituel des syndicats, le P.S.U. leur propose, ainsi qu'à l'ensemble de la gauche, une perspective de rechange à la politique gaulliste.

Le parti n'a pas à favoriser tel ou tel type d'action, dont les modalités sont d'ailleurs difficiles à préciser à l'avance. Toutefois, il doit être attentif aux formes prises par les luttes syndicales et à l'importance des phénomènes régionaux. La relance des luttes ouvrières dans le secteur privé, les « marches revendicatives sur Paris » ou le conflit Neyric révèlent de nouvelles possibilités d'action. De même, il convient de ne pas mésestimer l'influence croissante des cadres et des techniciens dans les mouvements actuels.

En conclusion, l'intervention du parti dans les luttes sociales doit s'appuyer sur une politique économique d'ensemble qui s'oppose à la programmation capitaliste et lent la définition précise est une des clés de l'unité de l'opposition socialiste et aussi un des moyens d'aborder les problèmes difficiles posés par la réalisation de l'unité syndicale dans le respect de la libre expression des courants de pensée.

La politique des contre-plans

Le P.S.U. a défini une stratégie offensive, et pas seulement défensive, contre le capitalisme et le néo-capitalisme. Cette stratégie implique des techniques particulières autour de propositions et d'objectifs transitoires concrets. C'est ainsi qu'à l'occasion de l'élaboration du V^e Plan par le gouvernement, le parti a proposé un projet de contre-plan. Il a appliqué, dans ce cas, la politique qui consiste à proposer des objectifs précis concernant les problèmes brûlants de la lutte sociale.

De telles propositions doivent être émises, suscitées et soutenues par les militants du parti, de façon à fournir aux travailleurs en lutte des mots d'ordre qui mettent en cause les structures capitalistes et ouvrent la perspective révolutionnaire d'une alternative socialiste. Ils montreront la voie de la constitution de véritables contre-pouvoirs. Ils ne seront limités à aucun domaine et pourront, sous des formes diverses, s'appliquer aux entreprises, aux branches d'industrie, dans les communes et régions, comme dans les grands secteurs économiques nationaux.

Ces contre-propositions mettront nécessairement en question certaines des structures actuelles ; elles seront alors formulées en termes qualitatifs. Mais le souci de cohérence, la volonté d'exprimer des objectifs compatibles avec l'état actuel de l'appareil de production et les progrès de la technique tout en étant inacceptables pour le capitalisme, enfin le désir d'éviter l'émiettement des luttes, nécessitent la mise en forme de contre-plans globaux. Ceux-ci devront définir les priorités et la coordination à établir entre les différents objectifs et en donner, au besoin, une expression quantitative.

Ces contre-plans tendront à démasquer les soi-disant impératifs techniques que la classe dominante oppose aux revendications des travailleurs. Ils montreront, parallèlement, les possibilités que pourrait ouvrir le renversement des structures capitalistes.

Cette politique ne doit pas seulement se traduire par des propositions exprimées en forme de contre-plan et visant par conséquent une période de plusieurs années. Le parti doit aussi traduire constamment ses objectifs à long terme dans la politique au jour le jour, et mener contre le gaullisme une campagne appuyée sur des exigences précises.

La politique de stabilisation cherche à réduire la rapidité du développement économique français pour maintenir plus facilement des prix stables et faire entrer des dollars dans les caisses de l'Etat, sans pour autant avoir à faire des réformes de structure que le système capitaliste ne tolérerait pas. Mais cette politique provoque le ralentissement des investissements et crée du chômage. Elle doit être critiquée à partir des objectifs d'une politique socialiste, au niveau national comme régional, sur les points suivants :

— **Emploi** : les réductions d'horaires et les licenciements coexistent dans bien des régions de France avec les refus patronaux d'admettre la création d'usines nouvelles.

— **Politique financière** : pour s'opposer à la scandaleuse politique qui consiste à réduire les moyens d'intervention publique et laisser monter le sous-emploi, il faut assurer le financement d'une masse rapidement croissante d'investissements publics.

— **Investissements** : la politique de stabilisation, qui aboutit à leur diminution, met en cause à la fois l'avenir du pays, la sécurité de l'emploi, le niveau de vie des travailleurs, et place une grande partie des entreprises sous la dépendance des capitaux étrangers.

— **Développement régional** : dans ce domaine essentiel, l'Etat gaulliste ne dépasse guère les bonnes paroles. Il faut, ici, autoriser les collectivités locales et les grandes entreprises nationales à créer des entreprises publiques permettant d'amorcer ce développement dans les régions défavorisées.

De nouveaux objectifs

Cadre pour l'action et base de réflexion, le « contre-plan » n'est pas considéré comme une fin en soi. Il est soumis à la discussion, il doit comporter de nouveaux objectifs destinés à servir de base à un développement de l'action revendicative.

Dans cet esprit, nous proposons de mettre en avant les thèmes suivants :

1. — Il faut étudier des formules diversifiées d'une politique de plan, en particulier sur les points suivants :

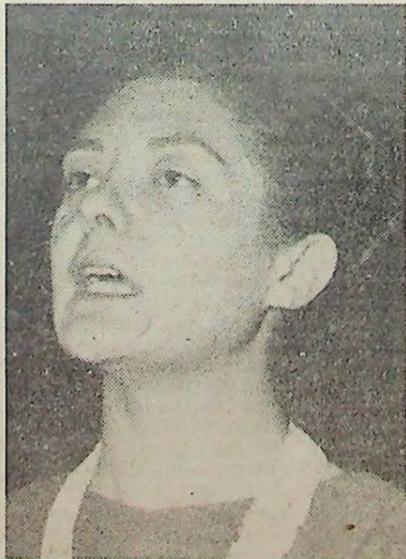
a) Plans à diverses échéances, et non structures rigides à 5 ans ;
b) Priorité accordée au secteur public, jouissant éventuellement d'un plan spécial, entraînant des réformes de structure fondamentales et imposant sa dynamique à l'ensemble de l'économie ;

c) Opposition à la politique gaulliste des revenus comme à toute autre politique fondée sur le maintien des prérogatives patronales et développement d'une politique de contrôle des travailleurs sur la gestion pouvant dans les circonstances actuelles se traduire par des contrats collectifs.

2. — Liaison entre la politique de contre-plan et les mouvements revendicatifs. Des objectifs de lutte doivent être dégagés, tels que semaine de 40 heures, 500.000 logements par an, municipalisation du sol, lutte contre la surimposition des salariés, garantie mensuelle et annuelle des salaires, etc.

— 3. Régionalisation des objectifs de lutte et de propagande.

A plus long terme, ces luttes entrent dans un programme général de transition vers le socialisme, qui montre clairement la liaison entre les revendications les plus élémentaires et la nécessaire prise du pouvoir par les organisations de la classe ouvrière. Ce programme inscrit dans une même dynamique la lutte pour les revendications professionnelles, pour le contrôle des rapports de travail, pour des réformes de structure anticapitalistes générales, et pour un nouveau type de société fondé



Christiane Mora, du C.P.N. (Gironde)

sur la gestion ouvrière. C'est dans cette perspective que notre parti pourra faire progresser le Front socialiste.

Pour une coordination des luttes à l'échelle européenne

Il faut aussi envisager l'attitude du parti vis-à-vis des tentations capitalistes de concentration et même de planification technocratique à l'échelle européenne, avec leurs contradictions.

Menacée par le désir gaulliste d'hé-

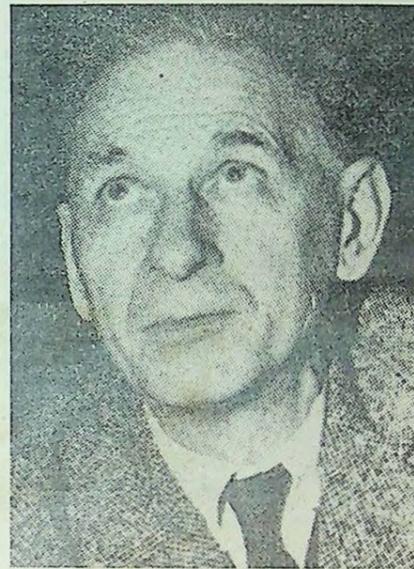
La politique internationale (Rapport présenté par Paul Parisot)

La politique dite « d'indépendance » prônée par de Gaulle — même si elle paraît répondre parfois (Vietnam, Saint-Domingue) aux vœux des grandes masses en France et en Europe, et aux nécessités évidentes du développement des forces de progrès — est en réalité une politique de faux-semblants.

En effet, dans le même temps où le gaullisme remet en question l'hégémonie américaine, il a laissé depuis sept ans les investissements américains créer en France une situation de dépendance économique et finalement politique ; de même, il n'oppose aux blocs militaires — à l'O.T.A.N. entre autres — qu'une perspective d'alignement d'autres pays sur les intérêts nationaux de la puissance française.

La « réprobation » que le gaullisme oppose à la politique américaine au Vietnam et en Amérique latine ne s'exprime pas par des actes positifs.

L'exaltation du nationalisme limite l'action internationale de la France



Pierre Naville, du C.P.N. (Paris)

et crée de nouveaux dangers, en particulier en encourageant la renaissance du nationalisme allemand.

Le P.S.U. demande non seulement la dénonciation de tous les blocs militaires existant dans le monde, mais aussi et dans l'immédiat :

a) une politique active et générale de non-alignement devant entraîner le retrait de l'O.T.A.N., politique dont la France devrait prendre la tête en Europe et qui s'étendrait à tous les pays qui, dans le monde, veulent résister aux injonctions et aux ingérences des grandes puissances ;

b) la reconnaissance du gouvernement de la République démocratique du Nord-Vietnam et la reconnaissance du Front National de Libération comme organe représentatif des intérêts du peuple du Sud-Vietnam qui devrait être, comme tel, invité à toute conférence internationale sur l'Indochine ;

c) l'aide aux forces démocratiques de l'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie, en lutte contre l'impérialisme ;

d) une politique de paix européenne qui permettrait aux nations du continent de surmonter l'actuelle division, artificielle et ruineuse, entre blocs adverses, pour entreprendre une négociation sur la réunification pacifique allemande, sur une dénucléarisation et un désarmement progressifs ;

e) la condamnation des régimes fascistes de l'Espagne, du Portugal et de l'Afrique du Sud, et la fin de l'appui ouvert ou fermé actuellement à ces pays.

Le P.S.U. déclare que le gaullisme a bloqué tout progrès en vue d'une Europe politique et économique démocratique. Le gaullisme livre, au contraire, le Marché commun aux cartels, dont l'action est soustraite à tout contrôle public. Il est nécessaire, dans l'immédiat, de :

gémonie, disloquée par une orientation patronale favorable à la domination du capitalisme américain, l'Europe court le risque de n'être plus qu'une zone vassale de la puissance financière des Etats-Unis. L'unification des luttes ouvrières, dans une première étape au niveau des Six, est une des conditions nécessaires à la sauvegarde de l'autonomie européenne et, par conséquent de la possibilité d'une politique socialiste dans cette partie du monde.

(Texte voté à l'unanimité, 3 voix contre, 5 abstentions.)

— démocratiser les institutions européennes actuelles ;

— coordonner les luttes sociales à l'échelle européenne et conclure des conventions collectives européennes ;

— instaurer une planification européenne dans laquelle interviendront en permanence les représentants des travailleurs ;

— assurer l'indépendance européenne à l'égard de trusts internationaux, notamment américains ;

— ouvrir les réalisations européennes actuelles à tous les pays d'Europe qui acceptent les règles d'une construction européenne démocratique.

Pour le tiers monde, le P.S.U. demande :

— un plan de coopération à long terme, afin d'instituer — au lieu de l'anarchie des marchés — une nouvelle division internationale du travail par l'industrialisation progressive des pays du tiers monde et la réorganisation des marchés des matières premières qui garantisse des prix rémunérateurs aux pays producteurs ;

— la définition d'une doctrine commune des partis et syndicats ouvriers d'Europe industrielle et des partis et syndicats des pays en voie de développement en vue d'organiser l'aide internationale aux pays sous-développés sans contrepartie économique ni militaire.

A la politique du gaullisme, Gaston Defferre et la Fédération qu'il veut former n'opposent pas d'alternative démocratique. Leur victoire marquerait le retour au conformisme « atlantique », ce qui excludrait, en particulier, toute opposition réelle aux interventions actuelles des Etats-Unis dans le Sud-Est asiatique et en Amérique latine. Ni en ce qui concerne la paix et le désarmement, ni pour le développement européen, Defferre n'ouvre aucune perspective de progrès et de démocratie.

(Texte voté à l'unanimité, 3 abstentions.)

La laïcité (Rapport présenté par Rambotte)

Le P.S.U. rappelle que, laïque, il combat le cléricalisme qui prétend soumettre l'Etat, la société et l'école à la domination de l'Eglise.

Il réaffirme qu'une politique démocratique implique la séparation des Eglises et de l'Etat et le respect absolu de la laïcité de l'école et des institutions républicaines.

Fidèle au serment du 19 juin 1960 et faisant sien totalement le programme du Comité national d'action laïque, il proclame sa volonté de lutter avec tous les laïcs jusqu'à l'aboutissement de ce programme.

(Texte voté à l'unanimité.)

Organisation du parti

Commission nationale des conflits

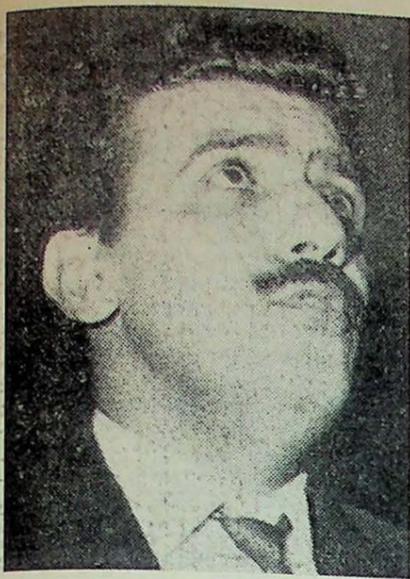
Gaget (Seine-et-Oise), Gomez (Corrèze), Lapiere (Marne), Laubreaux (Paris), Leclerc (Nord), Léo Lagrange (Paris), Mayer (Paris), Planche (Paris), Ringuet (Seine-banlieue).

Suppléants : 1. Leclerc (Seine-banlieue), 2. Philippe (Paris), 3. Chollet (Loire-Atlantique).

Commission de contrôle des comptes

Blineau (Somme), Fauvel (Ile-et-Vilaine), Le Coz (Seine-et-Oise), Renard (Bas-Rhin), Reymond (Basses-Alpes), Ribar (Paris), Poupelard (Seine-banlieue).

Suppléant : Marlot Claude (Oise).



Gebran Madjalany



Amin Ezzel-Din



Laïd Lachgar



Drulovitch



Ramos Da Costa



Avolio



Henri Bulawko

LES INTERVENTIONS DES DÉLÉGUÉS DES PARTIS SOCIALISTES ÉTRANGERS

● Parti socialiste italien d'unité prolétarienne

Intervention du camarade AVOLIO

Les problèmes et les choix qui se posent à la classe ouvrière française ne nous sont pas étrangers ; au contraire, ils touchent de près le mouvement ouvrier italien, non seulement par leur similarité, mais aussi parce qu'ils regardent une lutte commune pour une Europe nouvelle. Une Europe qui doit refuser l'alternative américaine aussi bien que l'alternative gaulliste, pour s'ouvrir à une perspective socialiste.

Le moment politique international impose, en effet, au mouvement ouvrier européen une lourde responsabilité et des tâches historiques. A l'intérieur de nos pays, le capitalisme attaque et cherche à intégrer une large partie de la classe ouvrière à ses programmes de réorganisation.

Sur le plan européen, la concentration monopoliste se double d'une vision politique limitée qui peut subordonner l'Europe à la politique américaine, ou à son alternative gaulliste, non moins capitaliste.

A l'échelle du monde, c'est l'agression impérialiste qui piétine les droits des peuples, menace la paix et pose de lourds problèmes politiques et idéologiques à tout le mouvement ouvrier et aux mouvements de libération dans le monde.

Face à ces problèmes, l'unité de la classe ouvrière, la clarté de son orientation socialiste sont indispensables.

Ce sens de l'unité, cette nette orientation socialiste, nous les avons sentis bien clairement au cours de vos travaux. Sur cette base, nous souhaitons des rapports fructueux entre nos partis, convaincus que cela contribuera à renforcer nos luttes respectives et élargira nos actions unitaires.

● Front de Libération Nationale - Algérie

Intervention du camarade Laïd LACHGAR

La présence d'une délégation du Parti du Front de Libération nationale à votre congrès est aussi un témoignage de notre reconnaissance envers les militants et les dirigeants du P.S.U. qui avaient affirmé, dans le feu de l'action, une position claire et sans équivoque pour la fin de la guerre en Algérie en demandant des négociations directes avec les représentants du peuple algérien sur la base de la reconnaissance de l'indépendance de l'Algérie.

Nous nous devons aussi de saisir l'excellente occasion que nous offrent vos assises pour rendre un hommage tout particulier aux centaines d'amis français qui se dévouent quotidiennement pour permettre à nos frères émigrés d'accéder au savoir par les cours d'alphabétisation.

La cause de la liberté est une ; la cause de la paix est également une, sous tous les cieux. Les aspirations des peuples vont à la paix. Aussi la solidarité des partis démocratiques et des masses ouvrières attachant un prix aux idéaux de liberté et d'indépendance se doit de réagir contre toute action qui tend à étouffer par les armes ou tout autre moyen camouflé le droit des peuples à la dignité et au progrès, et leur volonté de vivre sous le régime de leur choix.

Nous sommes heureux de constater que les questions brûlantes de politique internationale ont trouvé dans la résolution votée par votre congrès la place qu'elles méritent à côté des problèmes de politique intérieure qui vous tiennent à cœur.

● Union Socialiste Arabe d'Égypte

Intervention du camarade Amin EZZEL-DIN

C'est avec le plus grand intérêt que nous observons la lutte des socialistes dans le monde entier et en France particulièrement ; nous sommes convaincus que la rencontre entre les socialistes arabes et leurs autres camarades sera un des éléments déterminants pour la victoire du socialisme et de la paix.

En Égypte, l'Union Socialiste Arabe a pris en 1961 un tournant important vers la voie du socialisme en décidant de donner au secteur public 80 p. 100 de l'activité économique du pays et de pratiquer la cogestion des ouvriers dans l'administration des entreprises.

Nous avons réalisé en Égypte une partie importante de l'œuvre socialiste au cours de ces cinq dernières années.

Nous faisons face aux défis qui sont encore lancés contre notre expérience, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, par la réaction et les agents du néo-capitalisme.

Mais nous sommes convaincus que le travail socialiste en profondeur est capable de neutraliser les manœuvres impérialistes.

En conclusion, nous saluons une fois de plus le Parti Socialiste Unifié au nom de son passé et de son présent honnête et courageux à l'égard des problèmes arabes et africains, et nous souhaitons établir un contact fructueux entre vous et la jeune Union Socialiste Arabe.

Nous saluons en vous les vrais socialistes qui ont dit « non » à l'agression de Suez.

● Alliance Socialiste Yougoslave

Intervention du camarade DRULOVITCH

Nous vous remercions de votre invitation à assister à votre congrès et sommes heureux de l'occasion qui s'offre à nous de connaître mieux encore les points de vue et les activités de votre parti et les conditions dans lesquelles aujourd'hui, en France, les forces du socialisme et du progrès luttent pour la paix.

L'Alliance socialiste du peuple travailleur de Yougoslavie est profondément convaincue que, dans les conditions actuelles, une coopération plus étroite entre les partis et mouvements ouvriers, les forces progressistes et pacifiques est nécessaire, non seulement dans l'intérêt d'un renforcement intérieur de ces forces, mais aussi dans celui de la sauvegarde de la paix dans le monde.

Il n'est pas de tâche plus pressante pour tous les mouvements socialistes et démocratiques que de s'opposer aux forces qui, sans aucun scrupule, se servent de toutes les méthodes pour légaliser l'usage de la force dans les relations internationales et l'intervention brutale dans les affaires intérieures des nations souveraines.

● Parti BAASS Socialiste Arabe

Intervention du camarade Gebran MADJALANY

Il est encourageant de constater que le P.S.U. ne se laisse pas enliser dans les problèmes d'ordre local aux dépens des grands problèmes qui se posent au monde entier. Nous considérons que ce qui unit principalement les mouvements socialistes, c'est leur lutte commune contre l'impérialisme et le néo-colonialisme. L'anti-impérialisme et l'anti-néo-colonialisme sont devenus, en fait, les véritables critères qui distinguent aujourd'hui les socialistes des pseudo-socialistes.

En vous exprimant la solidarité de notre parti, nous vous témoignons en premier lieu notre appui pour votre lutte courageuse contre la tentation centriste qui ravage malheureusement les rangs d'un grand nombre de partis socialistes européens.

● MAPAM — Israël

Intervention du camarade H. BULAWKO

Il me semble inutile de souligner la portée historique de votre présent congrès. Devant le désarroi qui gagne certains mouvements socialistes, il est réconfortant de savoir que l'espoir du socialisme de France n'est pas éteint.

En Israël, nos camarades suivent avec la plus grande attention votre combat pour le renouveau du socialisme français. Eux-mêmes sont engagés dans le même combat dans des conditions parfois difficiles.

La solidarité ouvrière, dont on a parlé à cette tribune, est importante à tous ceux qui se trouvent à des carrefours décisifs de leur lutte.

Pour le Mapam, comme pour vous, le chemin du socialisme est avant tout le chemin de la fraternité des peuples, le chemin de la paix.

En même temps que nous devons faire face à une résurgence du danger nazi, raciste et antisémite, nous avons le devoir de nous trouver aux côtés des peuples qui luttent pour leur indépendance en Extrême-Orient, en Afrique comme en Amérique latine.

● Front Patriotique de Libération Nationale - Portugal

Intervention du camarade Ramos DA COSTA

La délégation du F.P.L.N., consciente de la valeur de la solidarité à plusieurs reprises manifestée par votre parti envers la lutte du peuple portugais contre le fascisme, saisit cette occasion pour vous adresser un nouveau et pressant appel. La répression fasciste au Portugal s'aggrave chaque jour, comme vient de le montrer l'assassinat du général Humberto Delgado, ancien candidat à la présidence de la République ; la dissolution et la mise à sac de la Société portugaise des Ecrivains et la vente de l'indépendance nationale aux grands monopoles français, anglais, allemands et américains. Dans les colonies, le gouvernement de Salazar poursuit une guerre de génocide utilisant les plus barbares moyens de répression.

La lutte contre le fascisme au Portugal et pour l'indépendance des colonies portugaises s'intègrent dans la lutte pour une vraie démocratie en Europe.

Le reportage photographique du Congrès a été assuré par Elie Kagan.

ITALIE

Quelles leçons tirer de l'aménagement rural

Les Italiens ont été les premiers à se soucier des déséquilibres régionaux et à tenter une expérience d'expansion des zones sous-développées. En effet, les textes législatifs fixant le cadre de cette programmation furent publiés dès 1949-1950, à une époque où, ni en France, ni en Belgique, ni en Allemagne, ni en Russie, on se préoccupait beaucoup de ces problèmes. Seule la Grande-Bretagne avait déjà tenté, depuis quelques années, de secourir ses régions en régression, mais la question ne se présentait pas sous le même aspect, l'Italie cherchant à développer des régions particulièrement pauvres qui n'avaient jamais profité de la civilisation industrielle ni d'une exploitation moderne de l'agriculture.

Ce n'est donc pas par hasard que ce pays fut le premier à entreprendre une action auprès de ses zones sous-développées, la situation y étant particulièrement critique. On a, en effet, calculé que le rapport entre indices de richesse des régions les plus évoluées et les plus pauvres était de 1 à 4,5 en Italie, alors qu'il n'est que de 1 à 2 en France et de 1 à 1,5 en Allemagne. De plus, les lois du marché libéral ont poussé, depuis l'indépendance italienne acquise il y a un siècle, à un accroissement de ces disparités, et la perspective du Marché commun ne pouvait que renforcer cette tendance, l'activité européenne devant normalement se concentrer autour de l'axe Rhin-Rhône-Italie du Nord.

Si de telles mesures n'avaient pas été prises, l'économie italienne devait se trouver disloquée à brève échéance avec toutes les incidences politiques graves que cette perspective pouvait entraîner. C'est pour éviter ces conséquences que les pouvoirs publics ont pris, dès 1950, une série de mesures dont nous analyserons les résultats, car il est intéressant de déterminer dans quelle mesure le régime capitaliste est capable de trouver des remèdes à ses contradictions internes et dans quelle mesure il doit abandonner une partie de ses dogmes sacrés et se transformer pour atteindre ces objectifs.

La Caisse du Midi (Cassa per el Mezzogiorno) constitue l'élément essentiel, chargé d'assurer le succès de cette entreprise. Formée avec un capital de 1 milliard de lires, réévalué par la suite, elle a été créée en 1950 pour favoriser la réforme agraire dont on venait de dégager les grands principes ; à l'origine, son existence devait se borner à dix ans, jusqu'à ce que les structures agricoles nouvelles soient mises sur pied, mais elle a été prolongée, non seulement parce que son action en matière agricole nécessitait cette prolongation, mais parce que, depuis 1957, on l'a chargée d'aider à l'industrialisation de ces régions. C'est pourquoi j'étudierai d'abord les réalisations dans le domaine rural avant d'analyser les

résultats de l'expérience entreprise en milieu urbain (industrie et secteur tertiaire) qui ne dure que depuis huit ans.

Revenant d'un voyage d'étude économique dans les Pouilles et la Lucanie, je bornerai mon analyse à ce territoire, l'expérience paraissant d'autant plus intéressante qu'elle concerne une des zones les plus retardées d'Italie vers les années 1950 et celle qui a bénéficié de l'aide la plus importante.

À l'origine, le revenu de cette région était égal à la moitié de la moyenne italienne ; je rappellerai qu'elle comprenait des plaines dépeuplées à cause de la malaria, des collines pauvres concentrant la population rurale — l'ensemble de ces terres étant exploité très mal en de grandes latifundia (grosses propriétés réunissant parfois plusieurs milliers d'hectares) — et une dizaine de villes comptant chacune plus de 50.000 habitants (trois dépassant 100.000 habitants : Bari, 300.000 ; Tarente, 200.000 ; Foggia, 120.000). Ces villes, dépourvues d'industries notables, permettaient d'entasser une population rurale immigrante sans lui donner des perspectives d'emplois convenables.

1° Les réalisations en milieu rural

A. — L'effort porta en premier lieu sur l'agriculture, et en particulier dans la plaine de Metaponto, qui était dévastée par la malaria. D'abord, on réalisa les opérations de drainage et de démoustication qui permirent de rendre cette zone de 200.000 hectares habitable. Simultanément, la même année où la Caisse du Midi était instituée, une loi sur l'expropriation des grands domaines constitua l'amorce de la réforme. Ce texte prévoyait que le pourcentage expropriable de chaque propriété ancienne devait tenir compte non seulement du montant du revenu foncier évalué au cadastre d'après la nature des terrains, mais également du soin avec lequel ceux-ci avaient été exploités, les moins cultivés étant expropriés dans une proportion beaucoup plus forte que les mieux utilisés. Comme, d'ailleurs, on faisait reposer cette notion d'entretien sur les déclarations fiscales des propriétaires, qui fraudaient pour la plupart, il s'ensuivit que les terres expropriées furent assez nombreuses. Actuellement, la moitié des surfaces cultivables de la région Pouilles-Lucanie sont dans ce cas, les plus grosses exploitations agricoles non expropriées entièrement dépassant rarement cent hectares et devant répondre aux normes d'entretien normal. Les propriétaires fonciers ont été indemnisés d'après le montant de leurs propres déclarations fiscales, ce qui les desservit considérablement, d'ailleurs.

Les terres expropriées devaient, dans les trois ans, être attribuées à des paysans indépendants, choisis par l'Administration parmi ceux qui en avaient fait la demande. Le pourcentage des demandes satisfaites n'a pas dépassé 50 à 60 p. 100, s'élevant néanmoins à plus de 31.000, et le choix se fit à raison de 52 p. 100 en faveur d'ouvriers agricoles, 40 p. 100 de fermiers et 8 p. 100 de petits propriétaires exploitant d'autres terres. Généralement, ils vinrent des collines pauvres de l'intérieur du pays où s'étiolaient des bourgades miséreuses et même des villes comme Matera (voir Carlo Levi dans *Le Christ s'est arrêté à Eboli*) qui constituaient des agglomérations pauvres de paysans

plus ou moins sans emploi. Les exploitations nouvelles se situent entre 4 et 6 hectares, la moyenne étant de 4,5 hectares ; c'est donc la notion de petite propriété agricole qui a été admise. Les paysans sont propriétaires, achetant leur terre, leurs locaux et moyens de production aux deux tiers de leur valeur, grâce à des prêts à 25 ans, consentis à des taux d'intérêt de 1 p. 100. Bien entendu, ces règles applicables aux Pouilles-Lucanie ne le sont pas forcément aux autres régions, une législation toute différente ayant été appliquée en particulier dans les îles (Sicile et Sardaigne) et en Calabre.

B. — Mais il ne suffit pas d'exproprier et d'attribuer la terre à de nouveaux possédants, il faut également apporter à ceux-ci des conditions d'exploitation correctes et donc créer les infrastructures indispensables.

Avec l'aide de la Caisse du Midi, on construisit une ferme par exploitation (car rien n'existait dans ce domaine) ; conçues au début de façon standardisée, ces fermes ont été finalement bâties en tenant compte du particularisme des paysans qui ne voulaient pas habiter des locaux dont ils n'avaient pas choisi les matériaux et le schéma. Cependant, il faut noter que le confort y laisse à désirer et qu'en particulier il y manque trop souvent l'eau courante.

Pourtant, c'est dans le domaine de l'eau que les investissements les plus lourds ont été réalisés. Les travaux concernant le captage des eaux des rivières (au débit d'ailleurs très irrégulier), le forage des puits, le pompage, la construction d'aqueducs et la distribution de l'eau ont absorbé plus de 10 p. 100 des crédits de la Caisse du Midi. Néanmoins, on utilise généralement comme mode d'alimentation en eau, non pas l'aspersion qui donne les meilleurs résultats, mais l'irrigation en rigoles qui présente l'inconvénient de tasser la terre et de l'éroder, mais coûte moins cher à réaliser.

Outre le matériel agricole proprement dit, qui d'ailleurs ne paraît pas très abondant lorsqu'on visite cette région, la plupart des paysans cultivant la terre manuellement, des dépenses importantes ont été réalisées pour les équipements collectifs et pour les routes. Pour ces dernières, près de 10 p. 100 des investissements de la Caisse ont été effectués, mais rien n'a été réalisé en faveur de la desserte des chemins de fer, la ligne à voie unique et étroite de Bari à Metaponto restant le seul mode ferroviaire reliant ces deux zones.

Dans le domaine des équipements collectifs, un effort sérieux fut réalisé pour créer de toute pièce des centres agricoles groupant commerces, services publics, infirmeries et établissements scolaires. Sept de ces centres ont reçu un développement particulièrement important et deux ont même été érigés en communes indépendantes. En dehors de ces centres, des écoles à classe unique ou à deux classes ont été construites en pleine campagne, de manière à ce que les enfants n'aient jamais à marcher plus de 1 à 2 kilomètres pour s'y rendre, le ramassage scolaire étant inconnu dans cette région.

Enfin, des coopératives de vente ont été organisées pour collecter, entreposer, traiter et expédier vers d'autres régions les produits agricoles.

C. — Quels sont les résultats de cette expérience et quelles observations suscite-t-elle ?

Au point de vue économique pur, le bilan est, à long terme, très positif, mais, à court terme, il coûte très cher.

Il est évident que les sommes investies par la Caisse du Midi ne seront récupérées qu'au bout de plusieurs décennies, mais dès maintenant on observe que, grâce à la qualité supérieure de la terre, les cultures et même l'élevage obtiennent des rendements corrects, et on est frappé par la variété des produits : outre la vigne, l'olivier, les agrumes, les amandiers et la tomate, qui constituent les principales cultures méditerranéennes normales, le voyageur rencontre de très nombreuses plantations de fraisiers, de pommiers, de poiriers qui appartiennent généralement aux vergers des pays tempérés, des cultures maraîchères, des plantes fourragères et l'élevage des bovins. Les produits y sont du même type et aussi variés (sauf les céréales) que dans la plaine du Pô. Ils servent non seulement à la consommation locale et à celle des grandes villes de la région, mais sont également envoyés vers le nord de l'Italie et même à l'étranger, en particulier l'Allemagne. Les paysans se sont peu à peu accoutumés aux méthodes les plus rentables (malgré une insuffisance relative des moyens mécaniques) pour la culture de produits inconnus d'eux auparavant et les rendements à l'hectare progressent régulièrement.

Au point de vue social, plus de 30.000 propriétés ont été constituées, donnant du travail à environ 120.000 personnes. On notera à cette occasion un net ralentissement de l'exode rural et même un mouvement en sens

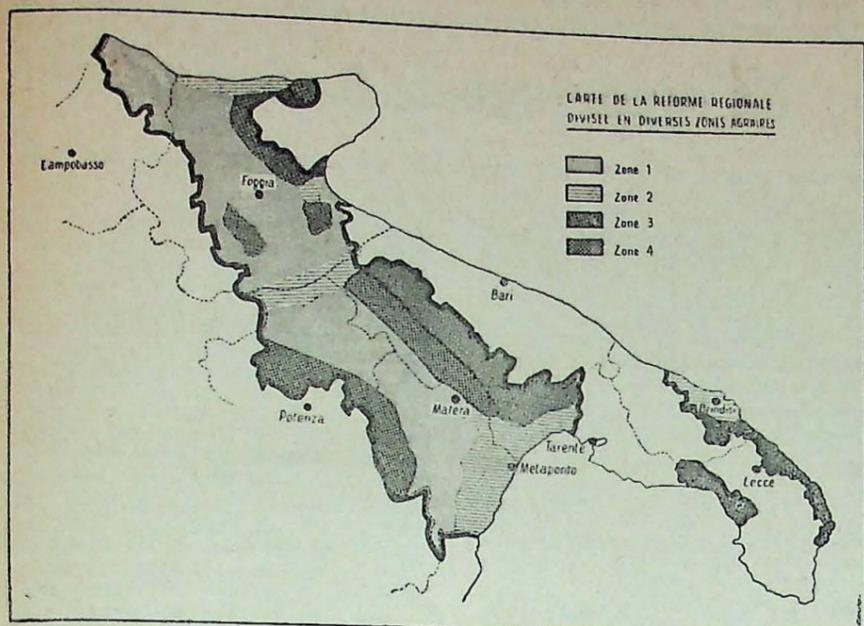


Il ne suffit pas d'exproprier et d'attribuer la terre à de nouveaux possédants ; il faut également apporter à ceux-ci des conditions d'exploitation correctes.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.
(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)).



inverse de la population de certaines villes comme Matera vers la campagne. La petite propriété semble, pour le genre de cultures introduites, correspondre à ce qu'il convenait de réaliser, mais on ne peut que regretter que la moitié des terres soient restées aux gros propriétaires fonciers ; dans ces exploitations, il doit, certes, y avoir un contrôle des pouvoirs publics quant à la bonne exploitation de la terre, mais ce contrôle semble très théorique et la condition des ouvriers agricoles qui en dépendent est mauvaise.

C'est d'ailleurs en grande partie pourquoi cette région, bien que la démocratie chrétienne ait réalisé toute seule cette opération du Mezzogiorno (elle a littéralement colonisé la Caisse du Midi et tous les organismes du développement régional), vote en majorité pour le parti communiste qui profite également d'un certain inconfort relatif des fermes et surtout du fait que les promoteurs du développement n'ont pas su créer l'enthousiasme pour l'œuvre en cours. Continuellement, les paysans doivent revendiquer pour obtenir des avantages qu'ils jugent indispensables et pour être consultés sur les décisions qui sont trop souvent prises en dehors d'eux. Par un paradoxe apparent, ils paraissent peu concernés par cette expérience qui pourtant leur apporte incontestablement un mieux-être. Les milieux officiels affirment que le niveau de vie individuel des ménages agricoles s'élève en moyenne de 10 p. 100 par an. Nous faisons toutes réserves sur ce pourcentage, d'autant plus que l'on part de très bas et qu'il est peu significatif, mais l'amélioration est évidente.

Nous concluons ce développement sur l'agriculture en constatant que :

— le régime capitaliste a pu réaliser une œuvre d'envergure grâce à l'initiative et à la dépense de l'Etat ;

— l'exode rural n'est pas toujours un phénomène inéluctable, comme le croient certains de nos économistes, et la petite propriété peut constituer un facteur de progrès ;

— le régime capitaliste, malgré les moyens dont il disposait, n'a pas osé généraliser l'expropriation qu'il a entreprise pour la moitié des terres arables ;

— au point de vue psychologique, l'opération n'a pas été payante pour la Démocratie Chrétienne qui n'a pas su créer le climat de confiance nécessaire et n'empêche pas les paysans de conserver, en majorité, leur conscience de lutte de classes ;

— si des résultats intéressants ont été obtenus dans la plaine de Metaponto grâce à la richesse de la terre, les expériences concernant d'autres zones agricoles, et en particulier celles des collines, ont été décevantes, les sols pauvres ne pouvant pas être sérieusement améliorés.

2° Les réalisations en milieu urbain

Depuis 1957, la Caisse du Midi est chargée également de promouvoir le développement industriel et urbain, l'essor économique d'une région ne pouvant être garanti par l'agriculture seule. Les moyens dont cet organisme dispose à cet effet sont les mêmes qu'en France, à cette exception près que l'industrie italienne dépend beaucoup plus de l'Etat que la nôtre grâce à la mainmise qu'il exerce sur l'E.N.I. (industrie pétrolière, gazière et chimique) et sur l'I.R.I. (industrie sidérurgique, chantiers navals, transports maritimes et automobiles Alfa-Roméo). Conformément à la doctrine des économistes italiens spécialisés dans le développement régional, l'industrialisation doit démarrer grâce à l'implantation de grosses unités qui permettront ensuite à l'industrie moyenne et petite de venir s'établir.

L'application de cette doctrine a été réalisée par la construction, à Tarente, de l'importante usine sidérurgique Italsider, du groupe I.R.I. Celle-ci produit 2,5 millions de tonnes d'acier et emploie 4.200 personnes, dont 75 p. 100 sont originaires de la région, mais jusqu'à maintenant aucune autre usine ne s'est établie à Tarente. Il est vrai que l'Italsider fonctionne depuis un an à peine, et les responsables de l'usine, consultés par nous, ont déclaré avec opti-

misme qu'ils espéraient un effet multiplicateur égal à 8 p. 100 pour les emplois réalisés tant dans le tertiaire que dans le secondaire ; or la création de ces 50.000 emplois grâce à l'implantation de l'Italsider n'a encore reçu aucune confirmation concrète jusqu'à maintenant. Le même phénomène se produit à Brindisi, où l'Etat a réussi à persuader Montecatini de monter une usine de 2.500 ouvriers, mais où aucun effet d'entraînement sérieux n'apparaît.

A Bari, il a été créé, au nord de la ville, une grande zone industrielle qui a été amorcée grâce à l'implantation d'une raffinerie de pétrole et d'une centrale électrique. Actuellement, cette zone industrielle (outre les deux installations déjà indiquées) n'intéresse que quelques établissements occupant 2.800 salariés, dont 600 dans une filiale de l'E.N.I. et 750 dans une entreprise qui s'est décentralisée de Bari même, une partie importante de ses frais d'installation étant procurée par la vente spéculative de ses terrains à un organisme de construction de logements. Il faut cependant signaler que les experts de la ville de Bari espèrent, dans les prochaines années, occuper 10.000 salariés dans cette zone industrielle, d'après les projets en cours et que, dans trente ans, ils pensent en utiliser 50.000, mais, en attendant, les réalisations sont faibles.

Pourtant, la Caisse du Midi a fait un gros effort, multipliant les investissements dans le domaine des routes (une autoroute doit bientôt relier Naples à Bari et une autre doit longer la côte de l'Adriatique), communications maritimes, aérodromes à Bari, pompage d'eau pour les usines.

De plus, l'Etat et les collectivités locales accordent aux industriels voulant bien s'installer des avantages un peu plus forts que nos incitations en matière de développement industriel en zones sous-développées (subventions allant jusqu'à 25 p. 100 du gros œuvre et 10 p. 100 des achats d'outillage, prêts à 15 ans pour 70 p. 100 des dépenses de premier établissement et subventions pour les frais de renouvellement en faveur des petites et moyennes entreprises, exemptions de taxes locales et réductions des tarifs ferroviaires).

Nonobstant toutes ces mesures, on sent que le développement industriel est lent à se réaliser. Certes, il convient de noter que peu de choses ont été faites par l'Etat, d'une part en

faveur de l'enseignement professionnel, puisque la seule école construite dans la zone industrielle de Bari, par exemple, est patronnée par les groupes Fiat et Breda, d'autre part en faveur du logement, puisque le seul programme en voie de réalisation actuellement dans cette zone concerne 80 habitations.

Mais, surtout, le capital privé hésite à s'investir dans toute cette région, malgré la possibilité de débouchés intéressants vers les pays du Proche-Orient et malgré les facilités en matière de transports maritimes. Il hésite moins, il est vrai, à se lancer dans les installations hôtelières qui commencent à prendre de l'extension, mais se limitent surtout au secteur de luxe, les grandes chaînes italiennes et américaines s'installant dans cette région. On note également des tentatives pour créer quelques stations balnéaires — mais leurs débuts sont bien timides — jusqu'à la prochaine implantation du Club Méditerranée à Mataponto.

Toutes ces constatations ne font que confirmer ce que nous pouvions pressentir :

— le développement industriel des régions sous-développées ne peut se faire, dans la plupart des cas, que grâce à l'initiative de l'Etat et surtout des entreprises industrielles du secteur public. Cette vérité est d'autant plus absolue que la région est plus sous-développée et plus éloignée des pôles d'attraction classiques ;

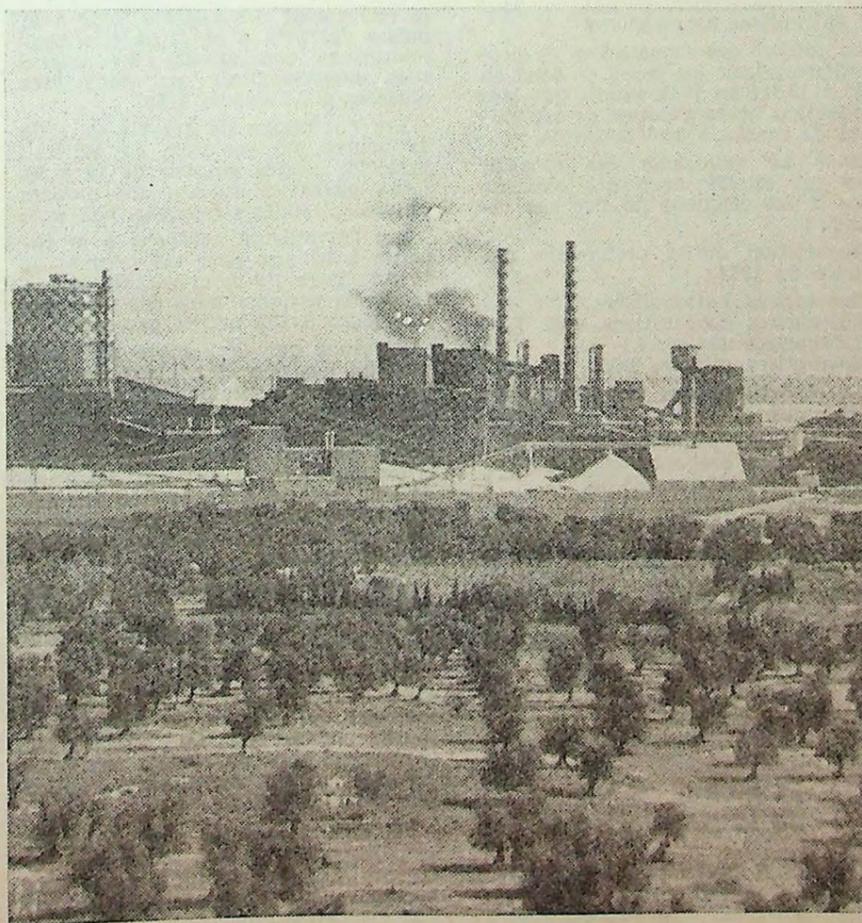
— les mesures de simple incitation au capital privé ne seront pas efficaces tant qu'on n'obligera pas les entreprises à s'implanter en vue du développement régional, mais cette aliénation de la liberté dans le choix du secteur privé est la négation du régime capitaliste ;

— les équipements sociaux semblent avoir été plus négligés en terrain urbain que dans les campagnes ; il est vrai qu'il était encore plus nécessaire de les réaliser dans ces dernières, étant donné qu'il n'y avait rien auparavant.

En définitive, il semble bien que l'expérience italienne soit beaucoup plus concluante en matière agricole dans les régions à sols fertiles qu'en matière industrielle (réserve faite, cependant, qu'elle dure depuis deux fois plus longtemps dans le premier domaine que dans le second). Un certain renouveau, dû à la rénovation rurale, est indéniable, ce qui prouve que l'agriculture peut parfois aider à entraîner une économie régionale, contrairement à ce qu'on pense en France. Il est vrai, cependant, que nous n'avons pas chez nous de régions aussi attardées et éloignées que cette zone des Pouilles-Lucanie et que l'expérience n'est peut-être pas transposable à nos économies régionales.

On ne peut cependant oublier que c'est grâce aux initiatives de l'Etat, grâce à ses investissements dans le domaine des infrastructures (communications, écoles, services publics, locaux d'habitation), grâce au rachat effectué des terres non cultivées par les grands propriétaires fonciers, grâce à l'implantation d'établissements industriels publics, qu'un certain progrès peut être enregistré. Mais il n'en demeure pas moins que le régime capitaliste montre ses limites lorsqu'il se borne à exproprier la moitié seulement des terres, lorsqu'il ne veut qu'inciter le capital privé à s'investir grâce aux subventions à fonds perdu de l'Etat et lorsqu'il se refuse à faire participer les travailleurs à l'élaboration de leur propre destinée. C'est pourquoi la réussite de telles expériences n'est que partielle, malgré l'importance de l'effort réalisé, une véritable planification régionale n'étant possible qu'en régime socialiste.

Yves Durrieu.



(Photo Tribune.)

Le développement industriel est lent à se réaliser.

1945 La République démocratique allemande 1965

(III) LA VIE ÉCONOMIQUE • Un reportage de B.-A. BRILLE

E LLE est prouvée, dans les publications de la R.D.A., par le tableau suivant :

Sur les 17 millions de citoyens, on trouve, en 1963 :

377.000 membres élus des conseils permanents de production des entreprises nationalisées ;

211.000 représentants élus à la direction de l'Etat ;

650.000 membres des commissions permanentes des représentations populaires locales ;

48.000 jurés élus aux tribunaux ;

300.000 membres élus des commissions du Front national ;

154.000 membres élus des conseils de parents des écoles ;

136.700 membres des commissions de magasins de coopératives de consommation ;

120.000 membres élus des commissions de conflits d'entreprises (il y en a près de 14.000).

Il faut encore ajouter un millier de spectateurs qui travaillent bénévolement dans les comités de spectateurs de 86 théâtres. Plus de 10.000 personnes qui œuvrent, à titre honorifique, dans 1.198 clubs et maisons de la culture, et 21.000 membres élus dans les Unions centrales des activités artistiques populaires.

Il est probable que tous ces chiffres ne s'additionnent pas, mais ils témoignent néanmoins d'une volonté de participation des masses.

L'Eglise et l'Etat

E GLISE et Etat sont séparés, mais la Constitution de la R.D.A. garantit la liberté de confession et la liberté de conscience. Si l'enseignement est nationalisé, les églises ont, de leur côté, le droit de dispenser un enseignement religieux. On compte 7.800 paroisses évangéliques administrées par 6.000 pasteurs. Il existe aussi des paroisses catholiques et des communautés méthodistes, baptistes, etc., ainsi que des communautés juives.

L'Eglise évangélique — et les autres communautés religieuses — reçoivent des subventions de l'Etat. Les six facultés de théologie des universités de la R.D.A. reçoivent, chaque année, quatre millions de marks prélevés sur le budget national (cela fait, par étudiant, environ 20.000 marks pour toute la durée des études).

De 1949 à 1963, le gouvernement a versé, pour la restauration d'édifices religieux de grande valeur artistique, plus de 20 millions de marks. Enfin, l'Etat accorde aux foyers d'enfants chrétiens une subvention annuelle de 5,5 millions de marks.

Terminons avec ce sujet en signalant que 27 journaux religieux — avec un tirage global de 360.000 exemplaires — paraissent régulièrement, et qu'entre 1953 et 1959, la Maison d'édition évangélique de Berlin a édité 2.082 titres à 31 millions d'exemplaires, tandis qu'à Leipzig, la maison d'édition catholique tirait 806 titres avec un tirage global de 8,2 millions d'exemplaires.

Dénazification et réformes socialistes

L ES statistiques fournies disent que, dans la zone d'occupation soviétique ont été condamnés, jusqu'au 1^{er} janvier 1947, 18.061 fascistes. Des garanties ont été créées pour que les nazis et les criminels de guerre ne puissent plus jamais acquérir des positions influentes dans l'Etat et dans l'économie. Ce qui explique la loi d'amnistie qui fut votée par la suite. Nul doute qu'il y ait encore en R.D.A. d'anciens nazis, mais il paraît peu probable qu'ils puissent mettre en péril la démocratie et la République.

Tous les nazis actifs ont été éliminés de l'administration et remplacés par des démocrates éprouvés. Dans la justice, l'épuration fut telle qu'il fallut former — en un court délai — des centaines de milliers de véritables juges populaires. Dans

l'enseignement, plus de 40.000 postes devinrent vacants après la dénazification.

Une réforme agraire a donné à 330.000 petits paysans plus de 2 millions d'hectares de bonne terre. Les « Junkers », militaristes et revanchards étaient définitivement éliminés du pouvoir.

L'abolition des monopoles industriels permis, en 1948, à d'anciens ouvriers de devenir des dirigeants d'entreprises nationalisées.

On se doute bien que tout cela n'alla pas sans difficultés, dans une période où l'approvisionnement de la population était très difficile et où la remise en route des industries posaient de multiples problèmes.

Mais la propriété collective des plus importants moyens de production est la base du nouvel ordre social en R.D.A. Cette politique doit se

24 à 25 %. Le fonctionnement, en 1963, à la consommation, représentait 80,4 % du revenu national utilisé. Et le chiffre d'affaires du commerce de détail à l'usage de la population, qui était, en 1950, de 17,26 milliards de marks, s'est élevé, en 1964, à 49 milliards.

L'accroissement des revenus est exprimé par le tableau suivant :

Année	1950	1955	1958	1962	1963
	100	156	194	232	232

Ce qui — en chiffres absolus — présente le revenu mensuel moyen des ouvriers et employés :

1950, 311 marks ; 1955, 432 ; 1960, 555 ; 1962, 583 ; 1963, 592.

Il faut tenir compte de ce que, en moyenne, plusieurs personnes d'une même famille travaillent. Ainsi, on calcule que le revenu mensuel net



(Photo Tribune.)

Les femmes occupent une large place dans l'industrie.

poursuivre inlassablement. En 1950, le pourcentage de la production nationale était de 59,4 % pour les entreprises socialistes et coopératives. En 1963, ce pourcentage est passé à 85 %, dont 70,4 % pour les entreprises nationalisées, et 14,6 % pour les entreprises coopératives.

Le nombre des coopératives de production agricole est passé de 6.047 en 1955 à 16.314 en 1963, tandis que leur production brute s'élevait de 1,2 milliard de marks à 10,6 milliards.

Nous ne voudrions pas alourdir trop cet exposé avec des chiffres, mais il est éloquent de lire ces tableaux :

Répartition de la production nationale de 1963 :

Entreprises nationalisées, 70,4 %.
Entreprises coopératives, 14,6 %.
Entreprises mixtes, 7,1 %.
Entreprises privées, 8 %.

La répartition des travailleurs est la suivante :

Entreprises nationalisées, 63,7 %.
Entreprises coopératives, 19,5 %.
Entreprises mixtes, 5,3 %.
Entreprises privées, 11,5 %.

Le produit national brut est passé de 51 milliards de marks en 1950 à 152 milliards en 1963, tandis que le produit net du revenu national passait de 30,3 milliards de marks, soit 100 %, en 1950, à 52,6 milliards de marks, soit 173 %, en 1955, à 64,9 milliards de marks, soit 214 %, en 1958, et à 79,7 milliards de marks, soit 263 %, en 1963.

Le niveau de vie de la population

M AIS il faut situer ces chiffres au niveau de la population. En 1964, le revenu national a augmenté de 4,7 % et l'on prévoit qu'il augmentera, jusqu'en 1970, de

des ménages d'ouvriers et d'employés est passé de 723 marks en 1959 à 788 en 1963.

Mais quel est le pouvoir d'achat du mark ? Celui-ci s'est accru — de 1958 à 1963 — de plus de 2,4 %. Or, le relèvement des salaires joint à la baisse des prix a entraîné une augmentation considérable du salaire réel, augmentation qui peut être chiffrée à 3,5 depuis 1950.

Les conditions de travail sont de 45 heures par semaine, en général, avec des congés annuels de 15 à 24 jours ouvrables suivant les métiers (mines, produits chimiques, par ex.).

Les travailleurs accèdent à la retraite à 60 ans pour les femmes et 65 ans pour les hommes. Cette retraite est variable, mais elle n'est pas inférieure à 135 marks par mois.

Ajoutons que le nombre de victimes du nazisme étant très élevé et des avantages spéciaux étant accordés à ceux-ci, le poids des dépenses est assez lourd. Les victimes du fascisme peuvent toucher une pension d'honneur très importante dès l'âge de leur retraite, avancée cinq ans sur les autres travailleurs ; elles bénéficient de trois jours de congé annuel supplémentaires.

Rien qu'à Berlin-Est, sur 1.100.000 habitants, un tiers de la population est pensionné, tandis qu'on dénombre 250.000 retraités vieillards.

Pour juger du niveau de vie, il faut encore indiquer qu'au salaire mensuel qui s'étage de 500 à 800 marks par mois, il faut ajouter les primes qui sont distribuées par l'entreprise suivant des normes réglées par l'application du Plan.

De plus, toutes les entreprises un peu importantes ont des cantines d'usine qui servent des repas très bon marché. D'autre part, le montant des loyers est assez bas — on construit beaucoup et Berlin-Est sera bientôt une ville neuve (il y a, en

R.D.A., 333 logements pour 1.000 habitants). Le prix des loyers anciens est resté inchangé, tandis que dans les immeubles neufs — à Berlin particulièrement — ces prix vont de 0,65 à 0,90 mark au mètre carré. Une répartition administrative des locaux est appliquée (les anciens résistants bénéficient d'une pièce supplémentaire) et aucune spéculation n'est possible tant sur le prix des terrains que sur celui de la construction, en raison de l'intervention de l'Etat.

Nous en terminerons avec le niveau de vie en disant que tous les salariés bénéficient de la Sécurité sociale. Celle-ci est financée par un prélèvement de 10 % du salaire brut ouvrier, un même prélèvement de 10 % est versé par l'entreprise. Le libre choix du médecin est assuré, consultation et soins sont absolument gratuits. L'Etat couvre la différence des dépenses et des recettes de la Sécurité sociale par des prélèvements sur les bénéfices réalisés par les entreprises nationalisées. Quant aux travailleurs libres et aux commerçants, la cotisation est fixée à 14 % de leur revenu.

L'enseignement

A VANT d'aborder la conclusion de cette rapide étude — forcément schématique — nous indiquerons l'évolution dans le domaine de l'éducation nationale.

Alors qu'en 1945, il y avait encore, en R.D.A., plus de 4.000 écoles à une classe qui représentaient 40,4 % de toutes les écoles, les deux dernières écoles à une classe furent supprimées en 1960.

La durée de la scolarité obligatoire est de dix ans. En 1963, 75.000 élèves avaient satisfait à l'examen de fin d'études de la classe 10.

Dans le cycle seconde élargi jusqu'à la classe 12, 16.500 élèves ont passé leur baccalauréat. Un effort très important a été fait pour que le corps enseignant puisse répondre aux impératifs de l'après-guerre. Aujourd'hui, il y a un enseignant à plein temps pour une vingtaine d'élèves et près de 55 % de tous les étudiants de l'enseignement supérieur sont des enfants d'ouvriers et de paysans.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUF 19-20

● Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV^e) Tél. : FON 22-60

● Publicité : Geneviève Mesgatche 6, Avenue du Maine Paris-14^e Tél. : LIT 19-39.

Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-63

6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : A partir de .. 70 F

Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 63-61, rue La Fayette Paris (9^e)

PEUGEOT

Après l'échec

Tandis qu'on annonçait la fermeture pour le 30 juin des Forges de l'Adour au Boucau — épisode d'un combat défensif de plusieurs années — on apprenait également que les travailleurs de Peugeot avaient dû abandonner momentanément la lutte entreprise le 2 avril à Sochaux pour de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail.

Ainsi que nous l'avions souligné, le conflit Peugeot revêtait pour le patronat et le gouvernement une valeur de test. Il s'agissait en particulier de savoir si ces derniers allaient céder sur la revendication de la réduction de la durée du travail à laquelle, d'une façon générale, ils demeurent obstinément opposés. Plus généralement, il s'agissait de savoir si patronat et gouvernement, qui invoquent les exigences du plan de stabilisation et de la concurrence internationale pour résister aux revendications ouvrières, allaient reculer sous la pression syndicale.

Le durcissement patronal

L'importance de l'enjeu explique la vigueur avec laquelle a été contenue la récente offensive du secteur privé, offensive qui a concerné essentiellement la métallurgie et qui a revêtu d'ailleurs une importance très variable selon les régions. Très vive dans certains départements, tels que le Rhône, la Loire, la Loire-Atlantique, l'agitation déclenchée par les syndicats a été presque inexistante dans d'autres, comme l'a montré le succès très relatif du mouvement lancé le 2 juin par les métallos. Par contre, un peu partout, le patronat soutenu par le gouvernement a réagi durement. Ainsi en a-t-il été aux Ateliers et Chantiers Nantais, où vingt-deux ouvriers ont été licenciés à la suite d'incidents ; ainsi en est-il chez Berliet et surtout chez Peugeot.

A Sochaux, le licenciement de quatre délégués (approuvé par l'Inspection du Travail) et la mise à pied des ouvriers qui débrayaient ont eu raison d'une volonté de lutte qui allait s'affaiblissant à la suite du lock-out de quarante-huit heures auquel la direction avait procédé la semaine dernière.

On sait que les revendications syndicales portaient chez Peugeot sur trois points :

- Augmentation des salaires de 20 centimes de l'heure ;
- Maintien de la durée du travail à quarante heures par semaine et refus des « horaires-accordéons » ;
- Extension des libertés et des droits syndicaux, la direction multipliant ses brimades et s'efforçant d'entraver l'action des délégués depuis la fin de 1960.

La situation favorable créée par le lancement de la 204 a pu donner à penser aux syndicats qu'ils allaient pouvoir l'emporter, grâce à la tactique des débrayages limités et répétés. Cependant, la direction, contestant la légalité de ces actions, répliquait par des mises à pied et des retenues sur les primes pénalisant les grévistes.

La pression syndicale permettait d'entrevoir une possibilité de négociation sous le patronage de l'inspection du Travail. Le 19 mai, les syndicats avaient obtenu un recul de la direction sur les sanctions et une promesse de relèvement de 1,5 % des salaires à l'automne. Une réduction progressive des horaires portés à 46 heures était peut-être possible. Le refus d'une augmentation immédiate des salaires entraîna la rupture des pourparlers et la poursuite des débrayages qui deviennent plus difficiles au fur et à mesure que les semaines passaient. Lorsque les syndicats tentèrent à nouveau de négocier, il était trop tard. Peugeot, soutenu par l'ensemble du patronat et par le gouvernement, l'avait emporté, non sans dommage il est vrai — on parle de 10.000 voitures perdues. L'échec du mouvement et la fusion envisagée avec Citroën — dont on connaît la réputation de patron de combat — font craindre que la répression ne s'accroisse.

Tirer les leçons de l'échec

Même si de Gaulle reçoit les dirigeants des centrales et les écoute avec bienveillance, l'appui apporté

par le Pouvoir au patronat, la mobilisation des forces de police à l'occasion des grèves récentes, la chasse aux délégués éclairent le véritable aspect du régime gaulliste, régime qui se prétend social mais qui est au service du grand capitalisme.

Mais il ne suffit pas d'affirmer cela, il faut aussi tirer les leçons de l'échec de chez Peugeot et des difficultés actuelles de la lutte syndicale aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public.

A cet égard, le mouvement des métallurgistes du 2 juin est venu trop tard pour sauver les grévistes de Peugeot et n'a pas eu l'ampleur souhaitable. Cela tient sans doute à la diversité des situations régionales et locales ainsi qu'aux divergences entre les organisations syndicales. On sait que la C.G.T., qui fut à l'origine de cette journée, s'était refusée à donner un mot d'ordre uniforme, alors que la C.F.D.T. et F.O. (qui ne participa pas au mouvement sur le plan national) auraient souhaité un arrêt général du travail, fût-il inférieur à 24 heures.

Mais il ne suffit pas de prôner dans l'abstrait la généralisation des luttes. Il est évident que le ralentissement économique et la crainte des licenciements ne constituent pas des facteurs favorables à l'action. Les syndicats ne peuvent manquer de se préoccuper de rechercher des débouchés économiques et politiques aux luttes actuelles. Le P.S.U., pour sa part, s'est efforcé d'apporter sa contribution avec le contre-plan.

Maurice Combes.

LIVRES

En France

par Jean-François Revel

C'est un livre (1) qui devrait susciter de grosses réactions et provoquer de nombreux grincements de dents, à moins que l'auteur n'ait entièrement raison et que nous ne soyons un peuple entièrement dégénéré. La vertu de scandale a tristement disparu et le ridicule ne tue plus depuis longtemps, il faut tout de même espérer que ce livre provoquera des remous constructifs, et qu'aux injures stériles, ceux qui se sentiront visés préféreront une révolte de bon aloi. Mais de quoi s'agit-il ?

Il s'agit, en passant les événements au crible et particulièrement ceux qui se sont passés pendant la période de la Cinquième République, d'expliquer la décadence et la quasi-disparition de la gauche intellectuelle française.

Mais la gauche intellectuelle n'est pas seule mise en cause, la gauche non intellectuelle y est aussi très maltraitée, et en réalité tous les Français : « Nous citons souvent la célèbre apostrophe d'un « grand ami de la France » (sans doute énergiquement subventionné par le Quai d'Orsay) : « Oh ! France, toi la seconde patrie de tout homme bien né ». Combien de Français seraient dignes d'avoir pour seconde patrie cette France d'exportation où existeraient l'intelligence et la liberté ? ». Ce qui amène cette formule lapidaire : « Le général de Gaulle a parfaitement raison de penser qu'il incarne la France, il a tort de croire que cela soit flatteur pour lui. »

Tous les sujets intéressants et souvent « tabous » y sont abordés. La police : « ...dans la France d'aujourd'hui, des témoins innocents ou des citoyens convoqués par erreur dans les locaux de la police, peuvent être matraqués jusqu'à ce que mort s'ensuive et les policiers auteurs du meurtre être ponctuellement acquittés par le tribunal, si même ils sont inquiétés. Inversement, un citoyen tuant involontairement un policier est condamné à mort... » et encore : « L'après-midi, carrefour de l'Odéon, je vis des groupes d'agents rigolards guetter les visages jeunes parmi les passants, se précipiter sur eux et les matraquer, bien après la fin des rassemblements. La victime de l'abus sera, si elle proteste, condamnée par n'importe quel tribunal pour « outrage à agent », le passant qui cherche à s'interposer sera aussitôt assommé et embarqué... » Notre lanterne s'en trouve courtoisement mais fermement éclairée : « La dictature commence à partir du moment où une opinion publique, hébétée de propagande, trouve admirable ce qui est normal et normal ce qui est odieux. »

S'opposer, dit encore Revel, ne consiste pas d'abord à calculer, mais d'abord à réagir, parce qu'il est des choses et des visages qu'on ne peut plus supporter. Il nous reproche à juste raison de supporter trop de choses et trop de visages !

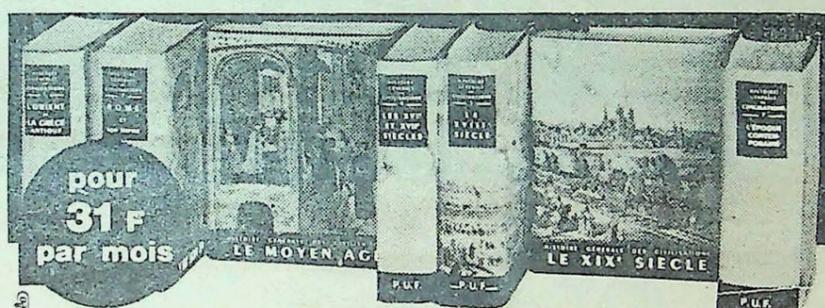
L'armée : « ...s'entendirent rappeler par Bourguiba la lettre des traités et répliquèrent à cette insulte en lançant une attaque punitive contre les Tunisiens sans défense. Plusieurs centaines de morts, des atrocités dont les journalistes du monde entier furent témoins, tout cela en pleine paix, dans le style assassin et barbare des Français, affirmant leur vocation virile qui est de guerroyer, mais si possible jamais contre une armée... Une boucharie qui, sous la Troisième, eût entraîné la chute infâme du cabinet, fut à peine remarquée par l'opposition. » L'information et la culture ont droit comme bien d'autres rubriques scandaleuses à des jugements sans indulgence.

Passons à la conclusion : « La France est heureuse ainsi, car elle ne se réalise pleinement elle-même qu'en ignorant ce que font ou comptent faire ceux qui la gouvernent. Ce sera la gloire de notre génération d'avoir pleinement dégagé cette vérité, d'avoir assis notre nature véritable, et ce sera la gloire de nos intellectuels de s'être à cette occasion, après des siècles d'humeur, réconciliés avec la nation. »

Si le style est l'homme, J.-F. Revel est un grand homme, on le voit. Ce livre est un pamphlet féroce, mais aussi sain qu'une douche froide et violente, et aussi stimulant. Tout le monde doit lire ce livre. Jean-François Revel a bien mérité de son pays, je réclame pour lui la Légion d'honneur... s'il veut bien l'accepter.

Pierre Bourgeois.

(1) Julliard.



HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS

complète en 7 volumes illustrés

La critique internationale La plus belle histoire "humaine" que nous possédions. Mercure de France. Une admirable équipe. Education Nationale. Une réalisation de grand style. Le Parisien Libéré. Un soin qui fait honneur à l'édition française. Le Monde. D'une admirable vigueur scientifique. Il Giornale d'Italia. Un modèle de synthèse. American Historical Review. L'idée française que l'histoire peut être présentée à un public plus vaste que celui des érudits, sans sacrifier la méthode érudite, a rarement trouvé démonstration plus éclatante. Economic History Review. Ces sept volumes magnifiquement illustrés ne doivent manquer à aucune bibliothèque. Die Neue Gesellschaft. La qualité du papier, de la typographie et de l'illustration est pleinement digne du texte. Miroir de l'Histoire.

Batailles, traités, biographies royales, grandeur et décadence des Etats, forment la trame de l'Histoire traditionnelle. Mais combien plus passionnante est l'Histoire de l'Homme : décor de la vie quotidienne, progrès des techniques, évolution des idées, des mœurs et des rapports sociaux. Tel est l'objet de l'HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS, publiée par les célèbres PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, groupant pour cette gigantesque synthèse, sous la direction de l'Inspecteur Général Maurice Crozet, les maîtres les plus éminents de la Sorbonne. Embrassant toutes les sociétés, toutes les époques, cette grande œuvre a la valeur scientifique des meilleures Histoires universelles, mais infiniment plus d'attrait et, indispensable aux professeurs et aux étudiants, elle offre à tous les publics une lecture facile et passionnante. Cet attrait est encore accru par une illustration merveilleusement vivante qui ressuscite à nos yeux le passé (336 planches hors-texte 200 cartes et plans) et par une présentation digne des plus belles bibliothèques : chaque volume 18,5 x 23,5 cm de 600 à 820 pages imprimé sur alfa, est relié pleine toile, fers spéciaux 2 tons sous jaquette en couleurs laquée. La collection complète des 7 volumes, est encore actuellement offerte par la Librairie PILOTE aux conditions exceptionnelles suivantes : 12 mensualités de 31 F ou 3 versements en 115 F ou 340 F comptant. Elle est expédiée franco de port et d'emballage avec droit de retour. Vous pouvez ainsi recevoir les volumes pour examen et si vous êtes déçu, les renvoyer dans les cinq jours dans leur emballage d'origine. Il n'y a donc pour vous aucun risque à mettre dès aujourd'hui à la poste le bon ci-dessous pour ne pas manquer cette occasion d'embellir votre bibliothèque de cette œuvre magistrale.

BON à adresser à la Librairie PILOTE 30, rue de Grenelle PARIS 7^e
Veuillez m'adresser pour examen l'HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS.
Si je ne vous renvoie pas dans les 5 jours les 7 volumes dans leur emballage d'origine, je vous réglerai 340 F comptant en 3 mensualités de 115 F en 12 mensualités de 31 F.

Nom..... Profession.....
Adresse.....
N° de C.C.P. ou bancaire..... Signature.....

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 9 au 15 juin

ALPHAVILLE

PETITE ANNONCE

Embauche, du 14-7 au 30-7, personne parlant bien allemand, capable encadrer groupe et animer débats : logée, nourrie, voyage remboursé, 10 F par jour. Ecrire à « Tribune » qui transmettra.



A la tribune du Congrès : Alexandre Montariol, secrétaire fédéral de la Haute-Garonne.



Michel Hollard, de l'Isère, 24 ans, le plus jeune élu du Comité politique national.



Le Congrès vote.



Les délégations étrangères.



Une vue de la salle.



Bureau national, directeur de Tribune Socialiste. Gilles Martinet, secrétaire général adjoint du P.S.U., et Harris Puisais, du



Yves Jouffa et Daniel Mayer, de la Fédération de Paris.